



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

TOME 1

DOCUMENT DE PERFORMANCE

ANNEXE

AU PROJET DE LOI n° 014/2026
PORTANT LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE
POUR 2026



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fivavaha - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISITERAN'NY TOEKARENA SY NY FITANTANAM-BOLA

Annexe 1

Perspective
de performance
économique

I. CROISSANCE ECONOMIQUE

I.1. Réestimation de la croissance à +3,4% pour 2025 contre (4,6 % LFI 2026)

L'année 2025 a été marquée par plusieurs événements majeurs ayant eu des impacts directs et indirects sur la performance économique de Madagascar.

Au niveau national, la conjoncture socio-économique a notamment été caractérisée par une longue période de sécheresse, de novembre à février, ayant perturbé le calendrier culturel ; le passage de cyclones d'intensité élevée ; la persistance de coupures intermittentes d'électricité ; la mise en œuvre du mécanisme d'ajustement des prix des carburants ; la décision de la Banky Foiben'i Madagasikara, en mai 2025, de relever ses taux directeurs à 12% afin de contenir la reprise de l'inflation amorcée depuis le quatrième trimestre 2024 ; l'appréciation progressive de l'Ariary face au dollar américain ; ainsi que l'organisation de plusieurs sommets internationaux d'envergure.

Entre la fin du troisième trimestre et le début du quatrième trimestre 2025 (du 25 septembre au 17 octobre), des manifestations de jeunes, motivées par les coupures d'eau et d'électricité, ont été observées dans les principales villes d'Antananarivo, Toamasina, Antsirabe, Toliara et Antsiranana. Ces événements se sont accompagnés de pillages massifs durant les nuits du 25, 26 et 27 septembre 2025. Selon une enquête menée par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce auprès des victimes, les pillages et actes de vandalisme auraient engendré des pertes matérielles estimées à 231,413 milliards d'Ariary, entraînant l'interruption ou la destruction partielle de nombreuses activités économiques.

Au niveau international, le contexte demeure incertain, marqué par l'accentuation des tensions géopolitiques, notamment avec l'annonce, en avril 2025, d'une hausse des tarifs douaniers appliqués aux exportations malgaches vers les États-Unis ; les incertitudes entourant le renouvellement de l'AGOA ; la fermeture de l'USAID ; l'intensification des conflits israélo-palestinien et russo-ukrainien ; ainsi que la hausse des prix du cobalt, la stabilisation du prix du Nickel et du graphite.

Compte tenu des indicateurs avancés obtenus jusqu'au mois de décembre 2025, selon l'approche offre du calcul du PIB, la croissance économique pour l'année 2025 est estimée à +3,4%.

I.1.1 Secteur primaire

Le secteur primaire enregistre une croissance de +4,0%, soit une décélération de 1,2 points de pourcentage par rapport à la LFI 2026 (+5,2%). Ce ralentissement s'explique principalement par la récession dans la branche « *Élevage et pêche* » (-4,9%), marquée par une chute des exportations de produits de la pêche : -12,4% en volume (13 534,3 tonnes en 2025, contre 15 406,3 en 2024) et -4,3% en valeur (451,7 milliards d'Ariary en 2025, contre 471,6 milliards d'Ariary en 2024), consécutif à la

fermeture de certains sites d'aquaculture de crevettes et l'absence de quota pour les exportations de crabes vers la Chine.

Par ailleurs, la branche « *Agriculture* » affiche une légère progression de +8,2% (contre +10,3% dans la LFI 2026). Cette dernière résulte de la hausse des volumes de production agricole dont : +18% pour le manioc, +27% pour le maïs ; et ce malgré la baisse de -11% du volume de la production de paddy. L'insuffisance et le retard des pluies, associés à une longue période de sécheresse de novembre à février, ont perturbé le calendrier cultural. Cette situation s'explique également par l'absence d'actions d'intensification, notamment en semences, engrais et équipements agricoles (PIP interne = 0), ainsi que par la vétusté des infrastructures et la réduction des superficies cultivées. Les impacts du changement climatique ont détruit les cultures de contre-saison, tandis que la prédominance de techniques traditionnelles et de variétés locales à faible rendement, combinée aux attaques de ravageurs comme les criquets, a aggravé les pertes agricoles.

Entre autres, les exportations de produits de rente ont diminué de -11% en volume et de -28% en valeur durant l'année 2025 par rapport à 2024 dont :

- La vanille (-37% en volume, -45% en valeur) : 2 861,3 tonnes exportées en 2025 contre 4 549,6 tonnes en 2024. Cette baisse des exportations de la vanille résulte d'une surproduction persistante, d'une demande mondiale atone et de conditions climatiques défavorables qui ont fait chuter les prix.
- Le Girofle (-10% en volume, -8% en valeur) : 24 966,8 tonnes exportées en 2025 contre 27 888,4 tonnes en 2024. Ce recul est en raison de la faible demande internationale et des aléas climatiques.
- Le Letchis (+1 % en volume, mais hausse de +6% en valeur) : 16 350,7 tonnes exportées en 2025 contre 16 145,8 tonnes en 2024, grâce à l'envolée des cours mondiaux causée par une offre contrainte par les aléas climatiques face à une forte demande mondiale.

1.1.2 Secteur secondaire

La récession projetée à -0,7% pour le secteur secondaire dans la LFI 2026 est réévaluée à -0,5% pour 2025. Cette perspective résulte de nombreux facteurs nationaux et internationaux.

La branche « *Industrie extractive* » recule de -3,2% en 2025 (contre -4,5% dans la LFI 2026). Les exportations de produits miniers chutent de -20,2% en volume (839,6 tonnes contre 1 051,9 tonnes en 2024) et de -9,4% en valeur (4 102,4 milliards d'Ariary contre 4 528,8 milliards d'Ariary). Ces baisses résultent des intempéries perturbant les mines de graphite et de la faible demande mondiale d'oxyde de titane, atténuées par la reprise d'Ambatovy post-rupture de pipeline fin 2024, la hausse des prix du cobalt et la stabilisation des prix du nickel.

La branche « *Textile* » affiche une croissance de +1,4% en 2025, soit +1,0 point au-dessus des +0,4% de la LFI 2026. Les exportations de produits textiles ont progressé de +2,2% en volume (50 090 tonnes en 2025 contre 49 000,2 tonnes en 2024) et de +6,0% en valeur (2 557 milliards d'Ariary en 2025 contre 2 413 milliards d'Ariary en 2024) consécutif à l'accélération des commandes vers les Etats-Unis avant la fin du moratoire sur la hausse des tarifs douaniers.

La branche « *Alimentaire, boissons et tabac* » entre en récession de -0,4% fin 2025, contre -0,2% dans la LFI 2026 dû à la baisse de la demande et les contraintes énergétiques.

La branche « *Matériaux de construction* » enregistre une croissance de +4,5 % en 2025, en retrait de 6,9 points par rapport à la prévision de la LFI 2026 (+11,4 %), portée néanmoins par des importations dynamiques — notamment le ciment (+12,41 %) — et par le soutien de la demande émanant de la branche « *BTP* ».

La branche « *Électricité, eau et gaz* » croît de +1,04% en 2025 (contre +0,97% dans la LFI 2026), grâce à une hausse de +1,47% de la production d'électricité (2 013,2 GWh contre 1 984 GWh en 2024), malgré un recul de -0,64% de la production nette d'eau.

1.1.3. Secteur tertiaire

Le secteur des services afficherait une croissance positive +4,6% en 2025 contre la prévision initiale de +5,9% dans la LFI 2026. Cette légère baisse serait attribuable aux effets des événements à partir du 25 septembre 2025 sur le commerce et le tourisme.

La branche « *BTP* » connaîtrait une progression de +7,0% contre +6,8% dans la LFI 2026. Cette performance est reflétée par la hausse de la demande en matériaux de construction de +15,28% ainsi qu'une augmentation des exécutions budgétaires dans le secteur infrastructure en 2025 (43,2%) par rapport à 2024 (21,8%).

La croissance de la branche « *Commerce, entretien et réparation* » serait de +2,2% contre +4,3% dans la LFI 2026. Cette situation résulte des impacts de l'évènement survenu à partir de septembre 2025 qui a affecté 121 entreprises de la branche commerciale¹ altérant leur niveau de stocks (pillage d'entrepôts) et une partie de leurs capacités productives (destruction de local).

Pour la branche « *Hôtel et restaurant* », le nombre d'arrivées de touristes jusqu'en décembre 2025 a été de 330 909 contre 308 277 pour l'année 2024. En fin d'année 2025, la croissance de la branche serait de +5,4% contre +23% dans la LFI 2026, malgré les annulations de vols annoncées par le CTM et les effets des « *Travel advisories* » émis par de nombreux pays. Cette hausse est attribuable à l'accueil des différentes rencontres internationales réalisées par Madagascar.

¹ Source : Ministère de l'Industrialisation et du Commerce, Octobre 2025

À fin 2025, la croissance de la branche « Postes et télécommunications » est estimée à +9,3 %, quasi conforme à la prévision de la LFI 2026 (+9,4 %). Cette performance reflète une dynamique contrastée des trafics : le volume des données Internet progresse fortement de +61,0 % et les SMS de +21,8 %, compensant le léger repli du trafic d'appels de -0,4 %.

La branche « *Transport* » est estimée croître de +5,6% en 2025, performance maintenue par rapport aux projections de la LFI 2026.

La croissance de la branche « *Banque, assurance* » est estimée à +8,1% en 2025 contre +8,8% dans la LFI 2026. En effet, l'encours des crédits à l'économie a atteint 13 418,4 milliards d'Ariary sur l'année 2025, en progression de +12,0% par rapport à la même période de 2024 qui s'élevait à 11 982,1 milliards d'Ariary.

I.2. Situation et perspectives économiques pour 2026-2028

En 2026, l'économie malgache subit un double choc : une crise énergétique liée aux tensions en Iran et les cyclones Fytia et Gezani survenus en début d'année. L'impact sur l'activité est marqué, Madagascar étant à la fois importateur net de produits pétroliers et fortement exposé aux risques cycloniques. Toutefois, des mesures de riposte à ces chocs et de relance économique seront menées pour soutenir une meilleure perspective économique.

I.2.1- Evolution des indicateurs au premier trimestre de l'année 2026

Les exportations de produits agricoles ont augmenté de 63% en volume, atteignant 21 879 tonnes au T1 2026 contre 13 433 tonnes au T1 2025, suivi d'une hausse de 53.0% en valeur. Cette hausse en volume est surtout grâce à l'augmentation des exportations de letchis (+1 436%), de girofle (+150%), vanille (+106,5 %) consécutif à la résorption progressive des stocks accumulés à l'issue de la campagne 2024, ainsi que l'assouplissement des procédures d'agrément des exportateurs pour la campagne 2025-2026.

Au premier trimestre 2026, les exportations de produits miniers progressent de +14% en volume dans la branche « *Industrie extractive* » (215,6 tonnes en mars 2026 contre 189,1 tonnes en mars 2025). Cette hausse résulte de l'accroissement des exportations de minerais de titane (+36,9%), de mica (+25,5%), malgré la baisse du volume des exportations de cobalt (-26,8 %) et le nickel (-1,0 %) dû à l'arrêt des exploitations d'Ambatovy impactées par le cyclone Gezani. En revanche, la valeur des exportations recule de -3,6% (937,1 milliards d'Ariary en 2026 contre 972,1 milliards d'Ariary en 2025).

Au premier trimestre 2026, les exportations textiles diminuent de 18,7% en volume et de 23,5% en valeur (en glissement annuel). Ce recul s'explique surtout par la baisse des exportations d'habillement (-15,4% en volume ; -23,1% en valeur), liée à un affaiblissement des commandes dans un contexte

d'incertitudes autour de l'AGOA, ainsi qu'à un report des commandes vers des pays plus compétitifs, notamment l'Égypte et le Kenya.

Au cours de premier mois de 2026, les importations de matériaux de construction ont baissé de -21,2 % en volume et de -25,3 % en valeur par rapport à la même période en 2025. Cette baisse est principalement portée par : le bitume et le coke de pétrole avec une baisse de -76,3 % en volume et -59,2 % en valeur résulte de la dépendance structurelle aux importations pétrolières, sans production locale. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient ont perturbé les approvisionnements mondiaux, entraînant volatilité et retards.

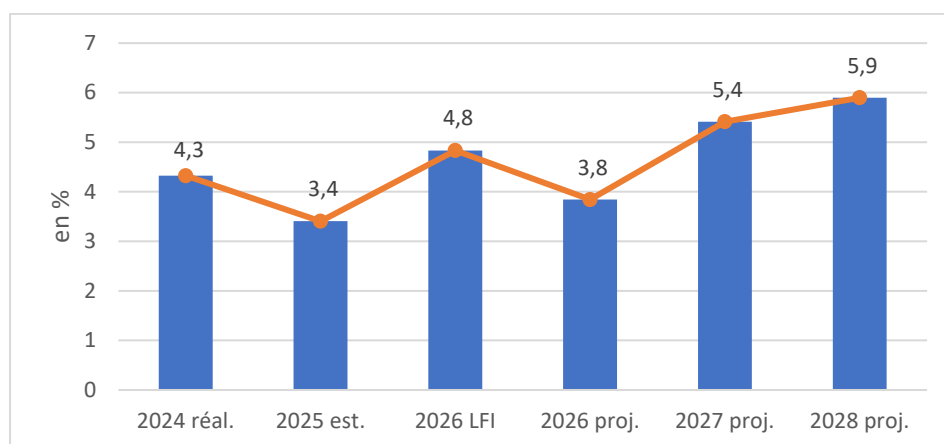
Pour le secteur Tourisme, le nombre des arrivées au premier trimestre 2026 a atteint 71 190 touristes soit une hausse de 12% par rapport à la même période en 2025. Différentes activités de promotion ont été élaborées pour renforcer la visibilité et l'attractivité internationale de la destination notamment la campagne REIM initiée à la fin de 2025, et la participation aux forums et salons internationaux du tourisme comme l'ITB.

Au niveau de la branche « Banque, assurance », le crédit bancaire a progressé de +10,3% au premier trimestre 2026, malgré le contexte d'incertitude, entraînant le maintien d'une approche prudente en matière de distribution de crédits.

1.2.2- Croissance économique pour l'année 2026

En tenant compte des impacts des chocs exogènes et des mesures de soutien économique qui seront mises en œuvre dans le cadre des ripostes et relance économique, la croissance économique est prévue d'atteindre 3,8% pour 2026 soit un point de pourcentage en moins que dans la LFI 2026.

Figure 1 : Taux de croissance du PIB en %



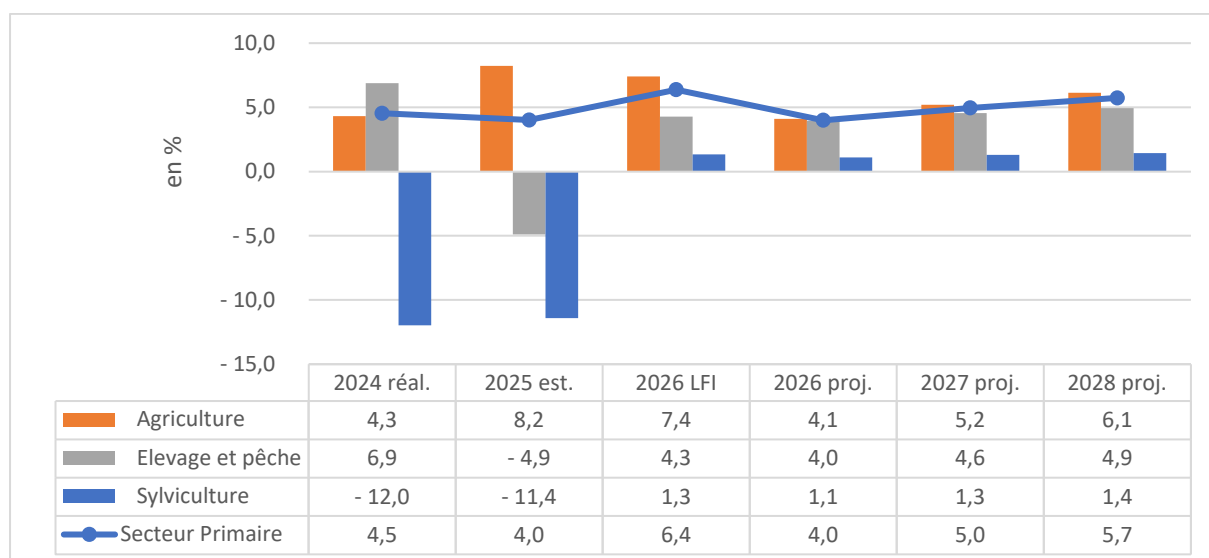
Source : MEF/DEP/SEM

I.2.2.1 Secteur primaire

La projection pour le secteur primaire a été réajustée à +4,0% contre 6,4% dans la LFI 2026 consécutif à une projection moins favorable pour la branche « Agriculture » +4,1% et malgré une projection favorable dans la branche « Elevage pêche » à hauteur de +4,0% contre +4,3% dans le LFI 2026.

Pour l'année 2026, la branche « Agriculture » bénéficierait des efforts : d'intensification agricole (distribution de semence homologué et de kits d'intrants agricoles), des extensions des périmètres irrigués, de l'accompagnement des producteurs agricoles pour la saison 2025-2026 et de la restructuration de la chaîne de valeur locale dans le cadre du plan de relance économique. Toutefois ces efforts pourraient être atténués par les effets du cyclone Gézani et Fitya sur les surfaces cultivées. En effet, les cyclones Fytia (31 janv.–1er fév. 2026) et Gezani (10 fév. 2026) ont provoqué des inondations dans des zones rizicoles clés, affectant les cultures à des stades précoces (implantation et croissance végétative) ainsi que des dommages sur les cultures pérennes de rentes.

Figure 2 : Variation en pourcentage de la croissance du secteur primaire par branche d'activité



Source : MEF/DEP/SEM

I.2.2.2 Secteur secondaire

La projection pour le secteur secondaire est révisée à +1,9%, contre +3,3% dans la LFI 2026.

En 2026, la branche « Industrie extractive » ne progresserait que de +0,6%, contre +4,5% attendu dans la LFI 2026. Ce net ralentissement s'explique par les dommages causés par le cyclone Gezani sur les installations d'Ambatovy et par le renchérissement des importations de produits pétroliers lié au conflit en Iran, qui accentue les tensions sur les marchés national et international. Par ailleurs, les producteurs de titane ajustent leur offre face au recul de la demande mondiale de pigments, ce qui limite les marges et pèse sur le marché.

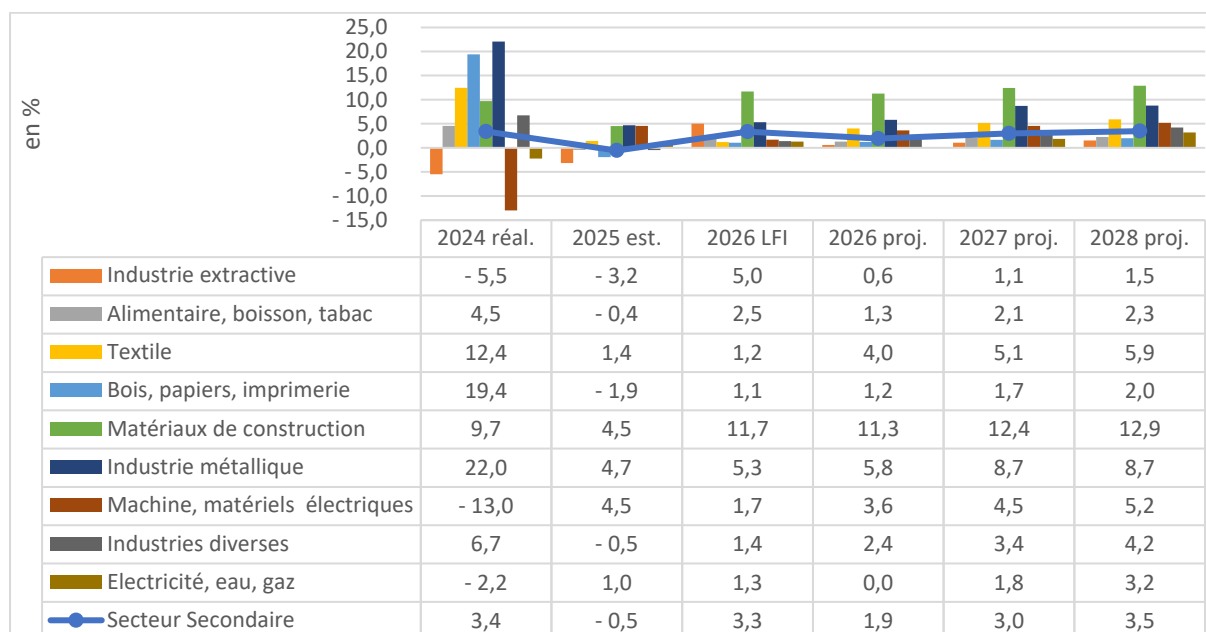
La branche « *Textile* » est projeté atteindre une croissance de +4,0% en 2026 contre une prévision +1,2% dans la LFI 2026 et grâce aux mesures de diversification progressive des marchés d'exportation consécutives aux incertitudes liées à l'AGOA.

La branche « *Alimentaire, boisson, tabac* » devrait enregistrer une croissance de +1,3 % en 2026, inférieure à +2,5 % dans la LFI 2026, en raison des répercussions indirectes des cyclones sur l'agriculture et les produits halieutiques nécessaires à sa production. Toutefois, la restructuration progressive des chaînes de valeurs agricoles et la professionnalisation des acteurs de la chaîne issue du plan de relance économique permettrait de relancer la branche.

Les branches « *Matériaux de construction* » et « *Industrie métallique* » devraient enregistrer une accélération notable, avec des taux de croissance respectifs de +11,3 % (comparativement à +11,7 % dans la LFI 2026) et +5,8 % (contre +5,3 % dans la LFI 2026). Cette progression s'expliquerait notamment par la hausse de la demande liée à la branche BTP.

La branche « *Électricité, eau et gaz* » devrait stagner à 0%, soit un taux inférieur à la prévision de +1,3 % inscrite dans la LFI 2026. Ce repli s'expliquerait par l'impact du choc sur les produits pétroliers, nécessaires à la production d'énergie thermique, ainsi que par les conséquences du passage du cyclone Gezani sur le réseau électrique de Tamatave. Néanmoins, la poursuite de la mise en œuvre du plan de redressement de la JIRAMA pourrait améliorer cette perspective pour l'année 2026.

Figure 3 : Évolution du secteur secondaire par branche (a)



Source : MEF/DEP/SEM

I.2.2.3 Secteur tertiaire

La branche « *BTP* » devrait croître de +9,0%, dépassant la prévision de +7,3 % de la LFI 2026, notamment en raison de la demande de reconstruction post-cyclones Gezani et Fytia, la continuité de la réhabilitation des principaux axes routiers, la modernisation des aéroports d'Ivato et Nosy be, ainsi que la construction d'une nouvelle usine cimentière intégrée, construite sur le site d'Ibity.

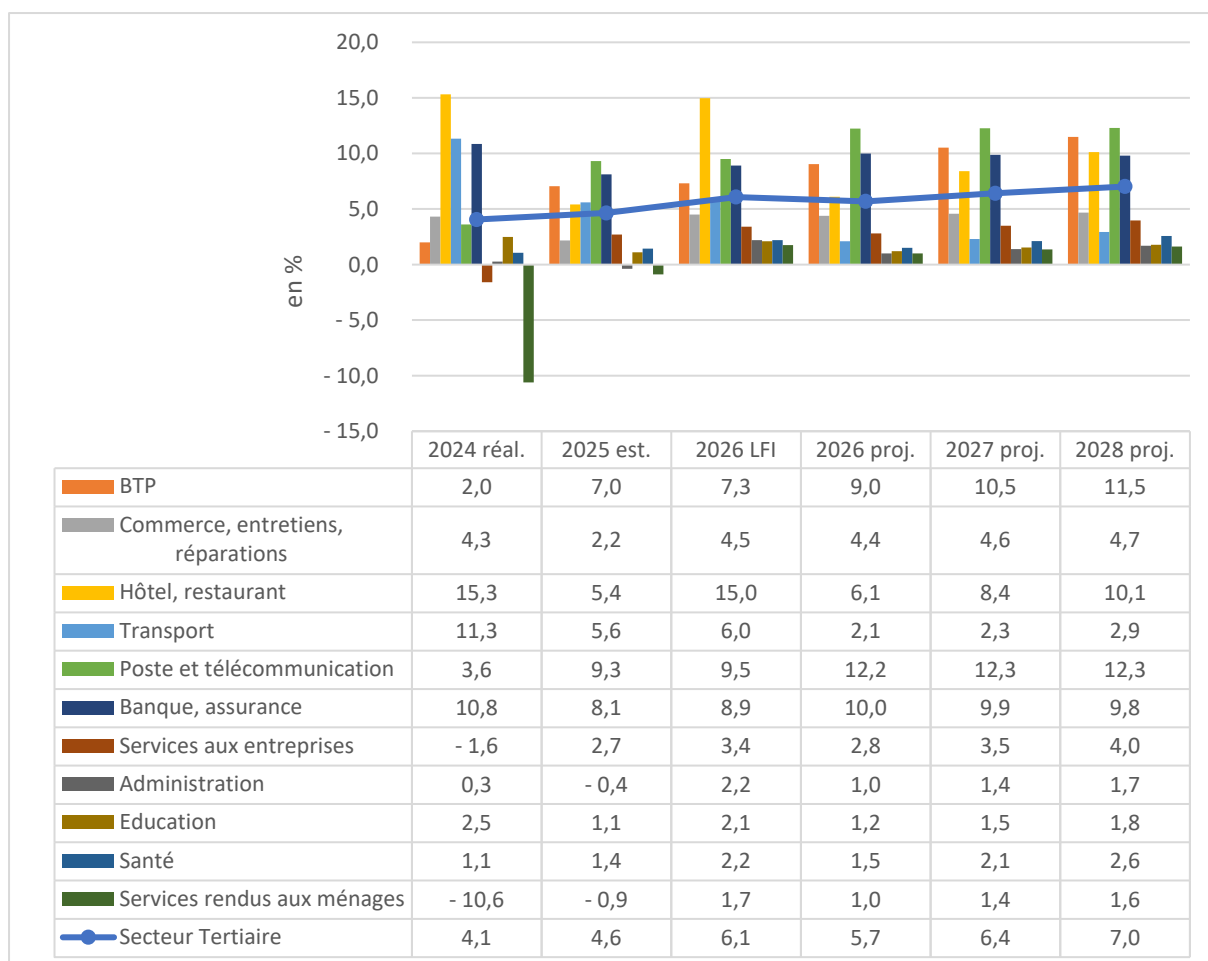
La branche « *Hôtel, restaurant* » devrait enregistrer une croissance ralentie de +6,1 %, ce qui reste inférieure aux projections de la LFI 2026 (+15,0 %). Ce ralentissement s'explique par la diminution des vols en provenance de Dubaï (Fly Emirates) au premier trimestre 2026, conséquence de la fermeture et des restrictions de l'espace aérien régional liées au conflit en Iran². Toutefois, le secteur mise sur le renforcement de ses atouts et de son image pour appuyer sa relance.

La branche « *Poste et télécommunication* » devrait connaître une croissance modérée de +12,2%, un taux supérieur à celui anticipé par la LFI 2026 (+9,5 %). Cette progression est principalement portée par le développement des activités d'externalisation des processus d'entreprise et de connaissance (BPO/EPC). Elle s'explique aussi par les avancées dans les réformes visant à élargir l'accès et la couverture réseau, mutualiser les infrastructures, libéraliser le marché et déployer des services multicanaux (USSD). Ce résultat s'inscrit par ailleurs dans la continuité des projets structurants accompagnant la transformation numérique du pays, tels que DECIM pour les infrastructures numériques et PRODIGY pour l'e-gouvernance, ainsi que la mise en œuvre progressive des mesures prévues par le plan de relance.

La branche « Banque, assurances » devrait progresser de +10,0% en 2026, au-dessus de la prévision de la LFI 2026 (+9,0%). Cette hausse reflète une reprise graduelle du financement de l'économie par le secteur bancaire au cours des prochains trimestres.

² Ce scénario ne prend pas en compte les possibles substitutions entre différents vols

Figure 4 : Evolution du secteur tertiaire par branche



Source : MEF/DEP/SEM

II. INFLATION

II.1. Réalisation d'inflation jusqu'en mars 2026

La dynamique de désinflation amorcée en 2025 s'est poursuivie au début de l'année 2026. En mars 2026, le taux d'inflation en glissement annuel s'est établi à 6,8 %, en légère hausse par rapport au mois précédent. Selon les composantes, les prix du « riz » ont ralenti à 0,5 %, avec une contribution de 1,5 %. Les prix de l'« énergie » ont enregistré une hausse modérée de 6,1 %, contribuant à hauteur de 5,5 % à l'inflation globale. Les prix des « produits alimentaires » ont augmenté de 7,6 %, avec une contribution de 63,4 %, tandis que ceux des « produits non alimentaires » se sont établis à 5,7 %, pour une contribution de 36,6 % à l'IPC global. Par ailleurs, l'inflation « sous-jacente », hors riz et énergie a été de 8,5 % en glissement annuel.

En variation mensuelle, l'IPC a enregistré un accroissement de 0,7 % en mars 2026, après avoir augmenté de 1,3 % en février. Par composante, l'IPC du « riz » s'est contracté de 0,4 %, faisant suite à une légère hausse de 0,03 % le mois précédent. Dans le cadre du processus d'ajustement des prix des carburants, les prix de l'« énergie » ont reculé de 1,3 %, après une hausse de 2,2 % en février.

Depuis le début de l'année, les prix ont augmenté en moyenne de 2,7 %. Les prix du « riz » ont enregistré une baisse de 0,5 %. Ceux de l'« énergie » ont enregistré une hausse de 1,1 %. Les prix du panier sous-jacent ont augmenté de 3,6 %.

Tableau 1. L'inflation en mars 2026 [en %]

Groupe de produits	Pondération	Variation mensuelle	Glissement annuel	Depuis le début de l'année
Riz	17,9	-0,4	0,5	-0,5
Energie	7,8	-1,3	6,1	1,1
Produits alimentaires	52,9	0,9	7,6	3,2
Produits non alimentaires	47,1	0,3	5,7	2,1
Riz et Energie	25,6	-0,6	1,9	-0,1
IPC sous-jacent	74,4	1,1	8,5	3,6
Ensemble	100,0	0,7	6,8	2,7

Sources : Statistiques publiées par l'INSTAT/DSCVM et calcul de BFM/DSA

II.2. Prévisions des taux d'inflation en 2026 et à moyen terme

Les projections à court et moyen terme tiennent compte des répercussions du conflit au Moyen-Orient, qui a provoqué une flambée des prix du Brent sur le marché international. En s'appuyant sur les données observées jusqu'en mars 2026, ainsi que sur les hypothèses d'évolution des prix des carburants, les dynamiques autorégressives de l'IPC, les projections monétaires et les interactions entre les différents

groupes de produits, les prévisions des variations de l'IPC présentées dans le tableau ci-dessous ont été établies.

Tableau 2. L'évolution de l'inflation de 2023 à 2025 et les prévisions d'inflation de 2026 à 2028 [en %]

Rubrique	Année Pondération	2023		2024		2025		2026		2027		2028	
		Moyenne	Glissement	Moyenne	Glissement	Moyenne	Glissement	Moyenne	Glissement	Moyenne	Glissement	Moyenne	Glissement
Riz	17,9	11,3	10,2	5,9	9,4	11,6	6,3	4,3	8,3	9,7	8,7	7,8	8,2
Energie	7,8	8,3	2,9	7,7	7,9	5,3	6,2	9,5	14,0	10,5	7,3	7,7	7,8
Produits alimentaires	52,9	12,0	8,8	6,9	8,3	9,2	8,5	9,0	9,9	8,3	8,1	7,9	7,4
Produits non alimentaires	47,1	7,2	5,8	8,6	9,0	6,5	5,6	6,9	8,5	7,7	7,6	7,9	7,1
Riz et Energie	25,6	10,5	8,3	6,3	9,0	10,0	6,3	5,6	9,7	9,9	8,4	7,7	8,1
IPC sous-jacent	74,4	9,6	7,2	8,1	8,5	7,4	7,5	9,0	9,2	7,4	7,7	7,9	7,0
Ensemble	100,0	9,9	7,5	7,6	8,6	8,0	7,2	8,1	9,3	8,0	7,9	7,9	7,3

Sources : INSTAT/DSCVM pour les réalisations de 2023 à 2025, BFM/DSA pour les prévisions à partir de 2026

Moyenne : Variation entre l'IPC moyen de l'année précédente et celui de l'année considérée

Glissement : Variation entre l'IPC du mois de décembre de l'année précédente et celui du mois de décembre de l'année considérée.

Les hypothèses de prévision à moyen terme retenues sont les suivantes :

- Fixation des variables extérieures (inflation des pays partenaires, PIB des pays partenaires, taux d'intérêt des pays partenaires, prix du riz et de l'énergie au niveau mondial) suivant projections d'institutions officielles et des banques centrales des pays partenaires ;
- Proactivité de BFM face à l'évolution de l'inflation : réponses de politique monétaire cohérentes à la trajectoire d'inflation, maintenant des conditions monétaires appropriées pour ramener l'inflation vers sa cible de moyen-terme ;
- A titre indicatif, atteinte prévue du niveau d'inflation cible de 5,0 % à l'horizon 2030.

III. BALANCE DES PAIEMENTS ET TAUX DE CHANGE

III.1. Balance des paiements

En 2025, la situation des paiements extérieurs s'est globalement améliorée, malgré un contexte international marqué par l'accroissement des tensions géopolitiques et commerciales, ainsi qu'un environnement national affecté par une crise politique. Les perspectives pour 2026 laisseraient entrevoir une détérioration du solde des paiements extérieurs, en lien notamment avec les tensions persistantes sur l'approvisionnement énergétique et leurs répercussions sur l'économie mondiale.

III.1.1. Compte courant

III.1.1.1. Rappel de la situation à fin décembre 2025

Pour l'année 2025, le déficit des transactions courantes s'est détérioré pour atteindre -6,1 % du PIB, après -5,3 % en 2024. Cette évolution a résulté essentiellement de l'aggravation du déficit commercial, porté à 10,5 % du PIB contre 9,0 % un an plus tôt, en lien avec la contraction des exportations (-5,1 %) et l'accroissement des importations de biens (+6,9 %). La baisse des exportations a été tirée par celles des produits agricoles, vanille (-46,4 %) et girofle (-9,8 %), ainsi que des produits miniers, tels que les minerais de titane (-26,6 %) et le nickel (-6,1 %). Tandis que la hausse des importations a été portée par celles de l'alimentation, notamment le riz (+124,9 %) et des matières premières (+18,5 %). Cette situation n'a été que partiellement compensée par l'amélioration du solde des services (+149,8 %) et des transferts courants (+8,7 %). Les recettes des services privés ont continué de se renforcer (+29,7 %), soutenues par l'essor structurel des services d'externalisation, des travaux en ligne, et de l'intensification saisonnière des activités de services durant la période de fin d'année. L'évolution des transferts courants a été également marquée par la progression observée au niveau du secteur privé (+5,2 %), particulièrement les envois de fonds au profit des ménages ainsi que par les fonds reçus au profit des ONG.

Tableau 3. Les transactions courantes [en millions de DTS]

<i>Rubriques</i>	2025	2026 [**]	2027 [**]	2028 [**]
Compte courant	-872,9	-1 235,6	-1 210,8	-1 262,2
Biens et services	-1 440,1	-1 772,5	-1 787,4	-1 919,5
Balance commerciale	-1 513,3	-1 659,1	-1 697,6	-1 949,5
<i>Exportations FOB</i>	1 840,0	1 814,8	1 980,1	2 114,5
<i>Importations FOB</i>	-3 353,2	-3 473,9	-3 677,6	-4 064,0
Services (solde)	73,2	-113,4	-89,8	30,0
<i>Recettes</i>	1 257,3	1 273,4	1 359,7	1 465,5
<i>Paiements</i>	-1 184,1	-1 386,8	-1 449,4	-1 435,5
Revenus des investissements	-335,4	-361,8	-360,5	-347,9
<i>Recettes</i>	77,7	86,1	92,3	102,6
<i>Paiements</i>	-413,1	-448,0	-452,8	-450,5
<i>Dont intérêts de la dette publique</i>	-37,8	-55,5	-61,9	-66,4
Transferts courants	902,6	898,7	937,1	1 005,3
<i>Administrations publiques</i>	39,0	18,6	20,4	22,9
<i>Dont : Aide budgétaire</i>	4,1	0,0	0,0	0,0
<i>Autres secteurs</i>	863,6	880,1	916,7	982,4

*Source : BFM/DSA, [**] Prévisions*

III.1.1.2. Evolution durant les trois premiers mois de 2026

Au premier trimestre de 2026, le déficit courant s'est amélioré à -1,8 % du PIB, contre -3,4 % sur la même période de 2025, sous l'effet du raffermisssement du solde commercial. Cette tendance a été attribuée à la hausse des exportations (+3,4 %), tirée essentiellement par le girofle (+120,5 %), le cobalt (+39,5 %) et la vanille (+27,7 %), conjuguée à la baisse des importations, en particulier des intrants Zone franche (-23,5 %), du riz (-20,0 %) et des biens d'équipement (-18,9 %). En outre, le déficit du revenu primaire s'est atténué, en lien avec la diminution des paiements de dividendes, tandis que le solde des services a bénéficié de la bonne tenue du tourisme (+31,1 %). Le solde excédentaire des transferts courants, quant à lui, est resté stable à 1,2 % du PIB.

III.1.1.3. Perspectives à fin 2026 avec les hypothèses

Toutefois, sur l'ensemble de l'année 2026, le déficit du compte courant atteindrait -7,5 % du PIB, affichant une dégradation par rapport à 2025. Malgré les signes de reprise observés depuis fin 2025 pour certains produits d'exportation, dans un contexte de levée des tarifs douaniers réciproques et de reconduction de l'AGOA, les perspectives demeurerait fortement dépendantes de l'environnement international. La hausse attendue des importations d'« énergie » et des « biens d'équipement », liée à la crise énergétique et aux besoins de reconstruction post-cyclonique, devrait peser sur la balance commerciale. Par ailleurs, l'augmentation des coûts du fret et des assurances liées aux tensions logistiques mondiales ne serait que très partiellement compensée par les revenus du tourisme. En effet, les flux de touristes se trouveraient freinés par une méfiance croissante, alimentée tant par la hausse du prix des transports que par l'inquiétude persistante face aux conflits internationaux.

III.1.1.4. Projections pour 2027-2028 avec les hypothèses

Sur le moyen terme, le déficit du compte courant devrait s'améliorer. Les projections anticiperaient un redressement progressif des principaux produits d'exportations, après les replis enregistrés ces dernières années. Cette dynamique concernerait notamment la « vanille », le « girofle », le « nickel », le « cobalt » et d'autres minerais stratégiques tels que le « titane » et le « graphite ». Toutefois, l'essor des produits sous « Zone franche » resterait incertain à moyen terme, car d'autres pays, notamment l'Égypte et le Kenya, y ont déjà capturé des parts de marché significatives. Parallèlement, les importations de « matières premières » et de « biens d'équipement » devraient se maintenir afin de soutenir l'activité économique, en cohérence avec les perspectives de croissance, dans un contexte de détente projetée des prix internationaux.

Concernant le solde des services, le déficit devrait progressivement se résorber, voire basculer vers un excédent, sous l'effet de la dynamique des recettes touristiques et des services privés. De surcroît, les coûts du fret et d'assurance devraient refluer progressivement à la faveur du rétablissement des chaînes d'approvisionnement mondiales. Enfin, les transferts courants évolueraient à la hausse, soutenue par la croissance structurelle des envois de fonds de la diaspora.

III.1.2. Compte en capital et financier

III.1.2.1. Rappel de la situation à fin décembre 2025

En 2025, les opérations en capital et financières se sont renforcées à 8,6 % du PIB, contre 6,8 % en 2024. Les opérations financières ont connu une hausse à 7,3 % du PIB, après 4,5 % un an auparavant. Cette évolution a découlé de la performance des IDE qui ont augmenté à 3,9 % du PIB, s'ils ont été de 2,7 % du PIB en 2024. Ces flux ont été surtout observés au quatrième trimestre de 2025, en raison de la recapitalisation d'une banque locale et d'injections de devises au niveau du secteur minier pour couvrir leurs charges de fonctionnement. Cette dynamique a été également consolidée par la continuité des grands chantiers d'infrastructures routières, des investissements accrus dans les secteurs de l'énergie solaire et de la télécommunication, ainsi que par l'effort de reconstruction des entreprises de distribution sinistrées par la crise politique de septembre 2025.

Par ailleurs, les décaissements de « prêts projets » ont affiché une part de 2,7 % du PIB et ceux relatifs aux « prêts programmes » ont été de 0,4 % du PIB. Ces derniers ont été octroyés principalement par la Banque Africaine de Développement (BAD), pour un montant de total de 50,1 millions de DTS, soit l'équivalent de 65,7 millions d'USD au mois de mars 2025. Quant aux opérations en capital, elles ont enregistré un repli, s'établissant à 1,3 % du PIB, comparé à 2,2 % l'année précédente. Elles sont principalement composées de « dons projets » pour le compte du Gouvernement.

Tableau 4. Les transactions en capital et financières [en millions de DTS]

<i>Rubriques</i>	2025	2026 [**]	2027 [**]	2028 [**]
Compte capital et financier	1 230,3	1 281,8	1 135,0	1 297,5
Compte des capitaux	185,9	366,0	312,1	172,2
Administration publique	185,9	366,0	312,1	172,2
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte financier	1 044,4	915,8	823,0	1 125,3
Investissements directs (net)	554,1	427,8	394,4	427,8
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	490,4	488,0	428,6	697,5
Gouvernement	301,8	629,9	737,7	1 304,4
Tirages	435,4	823,3	961,4	1 562,7
<i>PIP</i>	385,4	732,2	961,4	1 562,7
<i>Aide budgétaire</i>	50,1	91,0	0,0	0,0
Amortissements	-133,7	-193,4	-223,7	-258,4
Autres secteurs	4,7	-71,4	-66,8	-112,8
Banques commerciales (net)	69,1	-14,7	0,0	0,0
Autres (net)	114,8	-55,8	-242,3	-494,1
Erreurs et omissions	-23,7	-21,1	0,0	0,0

*Source : BFM/DSA, [**] Prévisions*

III.1.2.2. Evolution durant le premier trimestre de 2026

Une amélioration du solde des « opérations en capital et financières » a été enregistrée : 2,9 % du PIB, contre 2,6 % du PIB en 2025. Cette tendance a été justifiée principalement par l'affermissement des opérations financières, tiré par le décaissement des aides budgétaires octroyées par la Banque Mondiale, au profit de l'Administration publique d'un montant de 74,5 millions de DTS, soit l'équivalent de 101,9 millions d'USD.

III.1.2.3. Perspectives à fin 2026 avec les hypothèses

Les transactions en capital et financières continueraient d'enregistrer des apports. La dynamique des décaissements au profit de l'Administration publique se poursuivra, portée par les engagements gouvernementaux en faveur des grands chantiers d'infrastructures. Si les secteurs routier et énergétique restaient prioritaires, ces financements engloberaient également une diversité de projets stratégiques inscrits dans la Politique Générale de l'État pour la Refondation visant un développement multisectoriel.

Toutefois, les IDE se replieraient sous l'effet de la détérioration du climat des affaires, alimentée par l'incertitude géopolitique mondiale. Ce contexte favoriserait une stratégie d'attentisme chez les investisseurs, exacerbée par la volatilité des prix des hydrocarbures qui, en pesant sur les coûts de production et la croissance nationale, dégraderait l'attractivité du marché local.

III.1.2.4. Projections pour 2027-2028 avec les hypothèses

Les perspectives reposeraient sur un environnement international incertain, mais porteur d'opportunités ciblées. A moyen terme, les IDE devraient être soutenus progressivement dans le secteur stratégique,

notamment le secteur minier tel que les « terres rares » et le « graphite », en lien avec la transition énergétique mondiale.

Les flux à destination de l'administration publique devraient se maintenir, portés par les « dons et prêts projets » ainsi que les « prêts programme » des Partenaires Techniques et Financiers.

III.1.3. Solde global

De tout ce qui précède, les paiements extérieurs ont affiché un solde positif de 2,3 % du PIB en 2025, contre 1,5 % du PIB en 2024. Ils ont enregistré un excédent de 0,6 % du PIB au premier trimestre de 2026, après 0,3 % sur la même période de 2025, mais celui-ci se situeraient autour de +0,2 % du PIB sur l'ensemble de l'année 2026. Les prévisions de décaissement dans le cadre de programmes du Gouvernement viendraient amortir en partie le déficit de ce solde en 2026.

Le stock des réserves officielles de changes de BFM s'est chiffré à 2 589,2 millions de DTS (3 547,2 millions d'USD) en 2025, correspondant à 6,8 mois d'importations de biens et services. Au premier trimestre de 2026, ces réserves ont été de 2 691,8 millions de DTS (3 654,9 millions d'USD), soit 7,3 mois d'importations de biens et services.

Tableau 5. Le financement [en millions de DTS]

Rubriques	2025	2026[**]	2027[**]	2028[**]
Balance globale	333,8	25,1	-75,8	35,3
Financement	-333,8	-25,1	75,8	-35,3
<i>Avoirs extérieurs nets (augmentation -)</i>	<i>-333,8</i>	<i>-25,1</i>	<i>-104,0</i>	<i>-102,3</i>
- FMI (net)	95,6	-72,9	-114,7	-105,8
- Autres avoirs, nets (augmentation -)	-429,4	47,8	10,7	3,5
<i>Variation nette des arriérés (excluant BFM)</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Allègement et annulation de la dette</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
<i>Gap de financement résiduel</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>179,8</i>	<i>67,0</i>

Source : BFM/DSA, [**] Prévisions

III.1.4. Taux de change

III.1.4.1. Rappel de la situation à fin décembre 2025

Sur l'année 2025, la monnaie nationale s'est appréciée de 2,5 % par rapport au dollar US et s'est dépréciée de 8,8 % vis-à-vis de l'Euro. Cette évolution a été consécutive aux conditions observées sur le MID, marquées par une dynamique des offres des exportateurs et une progression modérée des demandes d'importation. Elle a également été influencée par l'évolution de l'EUR/USD à l'international, l'Euro s'étant apprécié de 14,0 % face au Dollar US sur l'ensemble de l'année 2025. Par rapport au DTS, l'Ariary s'est déprécié de 2,4 % passant de 6 119,47 à fin décembre 2024 à 6 268,42 à fin décembre 2025.

III.1.4.2. Evolution au cours du premier trimestre de 2026

Au premier trimestre de 2026, l'Ariary s'est apprécié de 8,9 % par rapport au Dollar US et de 10,7 % vis-à-vis de l'Euro, porté principalement par la performance des offres des exportateurs et des transferts liés aux projets. Cette évolution reflète également l'évolution de l'EUR/USD sur le marché international qui a reculé de 2,4 %, soit une baisse de plus de 250 pips sur le trimestre, dans un contexte marqué par l'enlisement de la tension géopolitique au Moyen-Orient, renforçant le Dollar US en tant que valeur refuge. Par rapport au DTS, l'Ariary s'est apprécié de 9,8 % sur le trimestre passant de 6 268,42 Ariary à 5 657,08 Ariary à fin mars 2026.

III.1.4.3. Prévision des taux de change de 2026 à 2028

Les prévisions des taux de change utilisent les réalisations des quatre premiers mois de 2026 et l'agrégation des résultats de modèles économétriques. Le calcul des Taux de Change Effectifs Réels³ (TCER) utilise la pondération selon le poids des partenaires du pays dans le commerce international. A moyen terme, les prévisions tablent sur une appréciation de la valeur réelle de l'Ariary, traduisant une perte de compétitivité prix des produits malagasy.

Tableau 6. Prévisions des TCER, de 2024 à 2028

Année	TCER [Moyenne]	TCER [Fin de période]
2024	102,8	102,8
2025	98,6	98,8
2026 [*]	93,7	96,7
2027 [*]	99,1	98,4
2028 [*]	98,3	97,1

Source : BFM/DSA, [] Prévision*

³ Le Taux de Change Effectif Réel (TCER) est un indicateur économique qui ajuste le taux de change nominal en tenant compte des différences de niveaux de prix entre les partenaires commerciaux. Il permet d'apprécier l'évolution de la compétitivité internationale d'un pays en termes de prix.

IV. SITUATION MONETAIRE

Masse monétaire et ses contreparties, politique monétaire conduite par BFM :

IV.1. Rappel de la situation à fin décembre 2025

En 2025, le glissement annuel de la masse monétaire M3 s'est établi à 8,8 %, contre 14,6 % en 2024. Cette évolution s'explique par les effets concomitants de :

- La reconstitution des avoirs extérieurs nets du système bancaire à hauteur de 1 707,7 milliards d'Ariary (soit 232,1 millions de DTS). Cette variation résulte principalement au renflouement des réserves en devises de BFM, soutenu par les décaissements des bailleurs de fonds (FMI, Banque Mondiale) ;
- L'augmentation des crédits bancaires à l'économie, qui ont progressé de 1 440,3 milliards d'Ariary, représentant un glissement annuel de 12,0 % ;
- La diminution des créances nettes sur l'Etat du système bancaire de 507,6 milliards d'Ariary. Cette diminution a été due essentiellement à la contraction des créances nettes sur l'Etat de BFM s'élevant à 546,7 milliards d'Ariary attribuable à la suite de la hausse des dépôts de l'Etat et du remboursement intégral des avances temporaires vers la fin de l'année.

IV.2. Situation à fin mars 2026

Sur le premier trimestre de 2026, la masse monétaire s'est accru de 0,9 %, contre un recul de 0,2 % sur la même période de 2025. Ce mouvement a été expliqué par :

- La hausse des crédits bancaires à l'économie de 87,6 milliards d'Ariary, soit 0,7 % sur la période ;
- La diminution des avoirs extérieurs nets du système bancaire de 173,6 milliards d'Ariary (soit 177,6 millions de DTS), portée aussi bien au niveau de BFM qu'au niveau des banques ;
- L'évolution des opérations de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

IV.3. Projection jusqu'à fin 2026 avec les hypothèses sous-tendantes

En termes annuels, la croissance de la masse monétaire est projetée à 12,5 % pour l'année 2026, expliquée notamment par :

- Le dynamisme des crédits bancaires pouvant atteindre un glissement annuel, autour de 15,0 %. Cette dynamique reflète l'engagement des établissements de crédit à accompagner la relance économique ;

- Le recours de l'Etat au financement bancaire pour couvrir le déficit. En effet, la contribution du système bancaire au déficit public atteindrait 1 002,1 milliards d'Ariary dont la participation de BFM à hauteur de 792,5 milliards d'Ariary. Le montant restant de 209,6 milliards d'Ariary serait issu des banques, essentiellement via leur souscription aux marchés des titres publics.

IV.4. Projection pour 2027-2028 avec les hypothèses sous-tendantes

La projection monétaire table sur croissance modérée de l'agrégat M3 pour 2027 et 2028. Cette dynamique serait principalement conditionnée par la progression continue des crédits bancaires, dénotant la poursuite de la relance économique et, parallèlement par un désengagement de l'Etat vis-à-vis du financement bancaire. En moyenne, la croissance annuelle de M3 s'établirait autour de 11,5 % en 2027 et 2028. Ce scénario repose sur l'hypothèse d'une expansion constante des créances bancaires sur l'économie afin de répondre aux besoins de financement du secteur privé.

Tableau 7. La masse monétaire et ses contreparties [en milliards d'Ariary, sauf indication contraire]

Rubrique	2025	2026 [*]	2027 [*]	2028 [*]
Masse monétaire (M3)	24 522,3	27 595,9	30 609,5	34 021,4
Masse monétaire (M3), en % PIB	27,9	27,9	27,3	27,0
Avoirs extérieurs nets	12 082,5	12 390,7	13 455,4	14 327,4
Avoirs intérieurs nets	12 439,8	15 205,2	17 154,1	19 694,0

Source : BFM/DSA, [] Prévisions*

V. SECTEUR DES FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques en 2025 ont été en-deçà des objectifs assignés. Cette situation a déjà été perçue durant les trois premiers trimestres de l'année et a encore été exacerbé par la crise politico-économique durant le dernier trimestre. Toutefois, le déficit primaire a pu être contenu à 1,9% du PIB alors que la cible pour 2025 a été fixée à 2,9% du PIB.

Pour l'année 2026, compte tenu des événements qui ont marqué les premiers mois, notamment les catastrophes naturelles, la riposte y afférente ainsi que la volonté de relance économique, les cibles de la LFI fixées en décembre 2025 nécessitaient d'être révisées. Ces révisions doivent également tenir compte des contraintes internationales, notamment le contexte des guerres (Ukraine et Moyen Orient) et la programmation financière avec le FMI. A l'issue des négociations, le critère de déficit primaire a été relâché de 0,5% du PIB, permettant ainsi à l'Etat malagasy de disposer d'une enveloppe supplémentaire de crédits.

V.1. RECETTES PUBLIQUES

Les recettes fiscales provisoires pour 2025 se totalisent à 9 227,0 milliards d'Ariary, soit un taux de pression fiscale brute de 10,6% du PIB. Les recettes fiscales intérieures ont atteint 5 230,9 milliards d'Ariary, constituées principalement par la TVA à 31,9% et l'IR à 28,7%. Les recettes douanières se totalisent à 3 996,0 milliards d'Ariary, composées de 50,4% de TVA sur importation des produits non pétroliers et 23,7% de droits de douanes à l'importation. En matière de recettes non fiscales, les réalisations provisoires pour 2025 se situent à 253,1 milliards d'Ariary. Celles-ci sont constituées de 55,9% de dividendes des sociétés à participation de l'Etat et de 40,0% de redevances.

Les recettes fiscales recouvrées à fin mars 2026 se situent provisoirement à 2 081,8 milliards d'Ariary. Les recettes fiscales intérieures de 1 206,2 milliards d'Ariary constituent 19,4% de leur cible annuelle de la LFI 2026 tandis que les recettes douanières de 860,0 milliards d'Ariary 17,1% de la prévision annuelle.

En ce qui concerne le projet de LFR 2026, les cibles des recettes fiscales intérieures ont été maintenues tandis que les recettes douanières ont été revues à la hausse. L'objectif en matière de recettes non fiscales dans le LFI a été repris avec quelques aménagements dans la répartition sectorielle. Les dons courants de la LFI ont été de même repris dans le projet de LFR tandis que les dons en capital pour le financement des projets ont été révisés à la baisse.

Tableau : Recettes et dons

(en milliards d'Ariary)	2 025 Prov	2026 LFI	2026 mars Prov	2026 PLFR	2027 (prév.)	2028 (prév.)
Total des recettes et des dons	10 697,5	13 899,3	Nd	14 058,5	15 755,7	17 644,3
Recettes totales (hors dons)	9 530,1	11 533,1	2 081,8	11 709,1	13 698,4	16 492,3
Recettes fiscales brutes	9 277,0	11 247,7	2 066,2	11 423,7	13 362,5	16 114,6
Impôts	5 281,0	6 221,7	1 349,8	6 221,7	7 371,5	9 315,6
Douanes	3 996,0	5 026,0	860,0	5 202,0	5 991,0	6 799,0
Remboursement TVA	-432,9	-534,6	-45,4	-534,6	-668,3	-594,1
Recettes fiscales nettes	8 844,1	10 713,1	2 020,8	10 889,1	12 694,2	15 520,5
Recettes non fiscales	253,1	285,4	15,6	285,4	336,0	377,7
Dons	1 167,5	2 366,2	Nd	2 349,4	2 057,3	1 152,0
Courants	27,3	11,3	0,0	11,3	0,1	0,1
En capital	1 140,2	2 354,9	Nd	2 338,1	2 057,2	1 151,9

V.1.1. RECETTES FISCALES INTERIEURES

V.1.1.1. Recouvrement des recettes en 2025 et en avril 2026

Au titre de l'exercice 2025, les recettes collectées par la Direction Générale des Impôts (DGI) ont atteint un montant total de 5 280,98 milliards d'Ariary. Ce niveau traduit une progression significative de 9,55 pourcents (%) par rapport à l'année 2024, soit une augmentation de 460,47 milliards d'Ariary. Cette performance s'explique principalement par l'amélioration des encaissements enregistrés sur plusieurs catégories d'impôts et taxes, notamment l'Impôt sur les Revenus (IR), l'Impôt sur les Revenus Salariaux et Assimilés (IRSA), l'Impôt sur les Plus-Values Immobilières (IPVI), l'Impôt Synthétique (IS), la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), l'Impôt sur les Marchés Publics (IMP), les Droits d'Accises (DA), ainsi que les autres recettes du budget général et les droits d'enregistrement.

Par ailleurs, l'objectif de recettes assigné à la DGI pour l'année 2025 a été réalisé à hauteur de 93,83 %, ce qui correspond à un manque à gagner de 347,42 milliards d'Ariary. Cet écart négatif s'observe au niveau de la majorité des catégories fiscales, à l'exception de l'Impôt sur les Revenus (IR), de l'Impôt sur les Marchés Publics (IMP), et des autres recettes du budget général, qui ont, pour leur part, atteint ou dépassé leurs prévisions.

Au titre du premier quadrimestre 2026, les recettes de la Direction Générale des Impôts s'établissent à 1 744,4 milliards d'Ariary en brut et à 1 667,82 milliards d'Ariary en net. Elles enregistrent une progression de 8 %, soit une augmentation de 129,29 milliards d'Ariary par rapport à la même période de 2025. Cette évolution favorable est principalement portée par la performance des principaux impôts, notamment l'IR, l'IRSA, l'IRCM, la TVA et le DA.

S'agissant de l'exécution des prévisions, le taux de réalisation atteint 91,04 %, ce qui correspond à un écart de 171,78 milliards d'Ariary. Cette contre-performance est observée sur la quasi-totalité des catégories d'impôts et taxes, à l'exception de l'IR, qui affiche un niveau de recouvrement conforme, voire supérieur, aux attentes.

Par ailleurs, au regard de l'objectif fixé par la Loi de Finances Initiale (LFI) 2026, qui prévoit un taux de pression fiscale intérieure brute de 6,21 %, les recettes fiscales intérieures mobilisées au cours de la période représentent 1,76 % du PIB en brut et 1,69 % en net.

*EVOLUTION DES RECETTES FISCALES INTERIEURES EN POURCENTAGE DU PIB ET PAR
RAPPORT AUX PREVISIONS 2025 et 1^{er} quadrimestre 2026*

	2025			2026 (1 ^{er} quadrimestre)		
	En mds d'Ar	En % du PIB	% LFI	En mds d'Ar	En % du PIB	% LFI
IR	1 503,81	1,71%	106,55%	437,04	0,44%	100,44%
IRSA	806,93	0,92%	90,67%	278,96	0,28%	92,41%
IRCM	72,17	0,08%	77,02%	37,32	0,04%	71,84%
IPVI	13,81	0,02%	75,51%	4,46	0,00%	72,71%
IS	122,81	0,14%	74,56%	57,21	0,06%	76,65%
DE	50,17	0,06%	79,93%	17,27	0,02%	77,57%
TVA	1 678,72	1,91%	96,35%	593,58	0,60%	95,63%
TTM				6,71	0,01%	64,07%
IRM (EX-IMP)	269,47	0,31%	107,79%	76,03	0,08%	66,35%
DA	699,88	0,80%	73,26%	228,38	0,23%	87,39%
ASSURANCES	9,60	0,01%	46,65%	3,91	0,00%	54,52%
AUTRES	42,77	0,05%	1605,73%	0,66	0,00%	59,01%
TIMBRES	10,83	0,01%	64,58%	2,87	0,00%	32,50%
RECETTES TOTALES BRUTES	5 280,98	6,01%	93,83%	1 744,40	1,76%	91,04%
Remboursements CTVA	348,78	0,40%	86,30%	76,58	0,08%	35,43%
RECETTES TOTALES NETTES	4 932,19	5,62%	94,41%	1 667,82	1,69%	98,11%

Source : MEF/SG/DGI

Tableau: Impact des mesures fiscales prioritaires

Unité en mds d'Ariary

Mesures fiscales	Montant
Mesures législatives (I)	91,80
1- Révision à la baisse du taux d'IS à 3% appliqué aux nouveaux adhérents qui vont se formaliser au niveau des CGA	0,50
2- Création d'un nouveau régime d'imposition à l'Impôt sur le Revenu (IR), avec possibilité d'option pour le non-assujettissement à la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)	1,50
3- Imposition à l'IRCM des dividendes au taux de 20% avec un abattement de 50% sur la base imposable et des intérêts perçus sur les placements auprès de la Caisse d'Epargne de Madagascar et des institutions de microfinances	25,10
4- Imposition à l'IRCM au taux de 20% des plus-values de cessions mobilières par des particuliers (en substitution de l'IR)	3,40
5- Application d'un taux marginal de 25 % pour la tranche de revenu supérieur à Ar 4 000 000, dans le barème de l'IRSA	40,50
6- Soumission au régime de l'IR de tous les organismes et associations sans but lucratif, application d'un taux de 20% en cas d'exercice d'activité lucrative	0,50
7- Non déductibilité en matière d'IR des loyers sans contrat de bail dûment enregistré et/ou sans facture régulière	0,50
8- Exigence d'une attestation de régularité fiscale avant la sortie du territoire pour les étrangers utilisant un visa investisseur	0,60
9- Détermination de l'assiette du Droit d'Enregistrement (DE) dans le cadre d'un bail emphytéotique : fixation sur la base de la valeur administrative	6,50
10- Application de la valeur locative officielle pour le calcul de l'IFPB comme assiette du Droit d'Enregistrement (DE), en cas de contrat de bail stipulant un loyer nul ou symbolique (0 ou 1 Ar), ou dans le cas d'une mise à disposition consentie par un bailleur non associé	0,50
11- Réinstauration de la taxe sur les véhicules à moteur (vignette)	2,20
12. Révision des droits de visa de séjour	10,00
Dépenses Fiscales (II)	9,80
Alignement des opérations locales avec la retaxation de certains produits importés	9,80
Mesures Administratives(III)	164,78
Contrôle fiscal accepté	74,78
Prise en charge de l'IRM (Ex-IMP)	50,00
Renforcement des actions en recouvrement des RAR	40,00
TOTAL(I+II+III)	266,38

V.1.1.2. Projections de recettes pour 2026 et à moyen terme

Dans le cadre de la Loi de Finances Initiale (LFI) pour l'exercice 2026, la Direction Générale des Impôts (DGI) s'est vu fixer un objectif de mobilisation des recettes fiscales intérieures brutes s'élevant à 6 221,7 milliards d'Ariary. Ce niveau de recettes correspond à un taux de pression fiscale brute estimé à 6,21 % du Produit Intérieur Brut (PIB), soit un recul de 0,12 point de PIB par rapport aux prévisions retenues dans la LFI 2025, traduisant un léger fléchissement attendu de l'effort fiscal.

Dans le cadre du projet de Loi de Finances Rectificative (LFR) 2026, cet objectif de recettes est reconduit à l'identique, soit 6 221,7 milliards d'Ariary. Toutefois, il s'accompagne d'une révision du taux de pression fiscale brute, désormais projeté à 6,29 % du PIB, en lien avec une actualisation des hypothèses macroéconomiques, notamment le niveau du PIB nominal.

À moyen terme, la DGI prévoit une trajectoire globalement ascendante des recettes fiscales intérieures brutes, témoignant d'un renforcement progressif de la mobilisation des ressources domestiques. Les projections s'établissent ainsi à 6 221,7 milliards d'Ariary en 2026 et 6 871,5 milliards d'Ariary en 2027, puis 9 315,64 milliards d'Ariary en 2028. Ces niveaux de recettes correspondraient respectivement à des taux de pression fiscale brute de 6,29 %, 6,11 % et 7,33 % du PIB. Cette évolution traduit l'ambition de l'administration fiscale d'élargir l'assiette fiscale, d'améliorer le recouvrement et de consolider durablement les ressources internes, en cohérence avec les orientations de la politique budgétaire de l'État.

Tableau : Recettes

	2 025	2026 prov. (Avril)	LFI (2026)	2027 (prév.)	2028 (prév.)
Impôts	5 280,98	1 744,4	6 221,7	6 871,5	9 315,64
Remboursement TVA	348,78	76,58	450,59	497,65	397,5

Réformes, mesures administratives et mesures de politique fiscale soutenant ces projections

		2026	2027	2028
I- POLITIQUE FISCALE				
1	Reconsidérer le barème progressif de l'IRSA, pour augmenter les taux marginaux, particulièrement celui de la tranche supérieure.			
2	Codifier toutes les ressources de l'Etat dans le CDI			
3	Eliminer les dépenses fiscales liées aux DA sauf celles prévues par des conventions internationales			
4	Renforcer la fiscalisation des personnes physiques : Impôt sur les revenus des personnes physiques (IRPP), taxation des personnes fortunées (High-Net-Worth-Individuals)			
5	Taxer les revenus de l'économie numérique (e-commerce, mobile money etc.)			
6	Généraliser l'application de la TVA			
7	Appliquer le système de taxation sur le train de vie			
8	Mettre en place un système fiscal en cohérence avec le principe Pollueur payeur (produits et activités nocifs, etc...)			
9	Mettre en place des mécanismes anti-abus visant à mieux fiscaliser les secteurs stratégiques (ressources naturelles, mines, pétroles, pêche etc.)			
10	Eliminer les exonérations fiscales qui n'ont pas d'impact direct sur la population vulnérable et sur les décisions d'investissements			
II- INITIATIVES DIGITALES				
11	Redeployer "e-Hetra" de SAFI auprès de toutes les unités opérationnelles (CFs, SREs)			
12	Opérationnaliser le nouveau Centre de contact			
13	Mettre en place la plateforme d'enregistrement des actes "e-enregistrement"			
14	Développer la plateforme de déclaration unique de l'IRSA et des cotisations sociales avec la CNaPS			
15	Mettre en place le centre fiscal virtuel			
16	Rendre le SAFI interopérable avec les institutions et départements clés (BFM, DGD, DGT, ARTEC, ARMP, BUDGET, CIM, etc.)			
17	Déployer les modules du nouveau SAFI auprès de toutes les UO			
18	Etendre et généraliser l'utilisation des moyens de paiement électronique (e-Hetraphone et e-payment, Visa, Mastercard)			
19	Mettre en place la plateforme de facturation électronique "e-facturation"			
III- GESTION FISCALE				
20	Rapatrifier et centraliser la gestion des impôts locaux à l'administration fiscale			
21	Fusionner la redevance sur la télécommunication avec le DA			
22	Fusionner la taxe Tafita avec le droit d'accise			
23	Développer un système centralisé de gestion (Assiette, déclaration, perception) de toutes les ressources de l'Etat (redevances, taxes etc.)			
24	Indexer le seuil d'assujettissement à la TVA pour l'inflation			
25	Lutter contre le chalandage fiscal, contre les pratiques fiscales dommageables			
26	Renforcer les règles et dispositifs anti-abus pour lutter contre le BEPS			
27	Centraliser la gestion de risque d'indiscipline fiscale à la TVA			
28	Opérationnaliser le système de contrôle des produits soumis au droit d'accises			
29	Fiabiliser et mettre à jour les informations dans le registre des contribuables			
30	Renforcer la gestion des arriérés fiscaux :			
	- Opérationnaliser le module recouvrement dans SAFI			
	- Mettre en place un système de pilotage et d'animation des actions en recouvrement			
	- Poursuivre l'apurement des arriérés			
	- Procéder et encadrer l'admission en non-valeur			
	- Renforcer les procédures de dialogue de gestion			
31	Etablir un programme national de contrôle basé sur des risques multicritères			
32	Automatiser l'analyse des risques et profilage des risques en matière de vérification fiscale			
33	Mettre en place la police fiscale			
IV- INFORMATION-EDUCATION-COMMUNICATION				
34	Renforcer la communication interne pour l'appropriation des objectifs stratégiques et l'accessibilité des outils méthodologiques			
35	Organiser un événement dédié à récompenser les contribuables modèles « Journée des contribuables »			
36	Communiquer aux contribuables toutes les informations et connaissances nécessaires dont ils ont besoin pour accomplir leurs obligations fiscales			
37	Mettre à jour le Guide d'application du code des impôts (CDI) et des codes de procédures fiscales (CPF)			
38	Développer des programmes d'éducation sur la fiscalité adaptée à chaque catégorie de contribuables visant à instaurer une culture du civisme fiscal.			
39	Elaborer et publier les rescrits fiscaux			
V- INFRASTRUCTURES				
40	Construire le nouveau siège de la Direction générale des Impôts "TOUR IMPÔT"			
41	Construire le nouveau bâtiment pour les grands contribuables			
42	Construire un centre de formation professionnelle en fiscalité : "Madagascar Tax institute" (MTI)			
43	Doter toutes les Unités opérationnelles (UO) notamment des zones enclavées de matériels roulants adéquats (motos et véhicules)			
44	Doter toutes les UO d'une source d'énergie verte et autonome (panneaux solaires)			
45	Doter toutes les UO d'une connexion fibre optique à haut débit			
VI- GOUVERNANCE, CAPITAL HUMAIN ET RESSOURCES HUMAINES				
46	Concevoir le Système Informatisé des Ressources Humaines (SIRH)			
47	Renforcer la conduite du changement en interne			
48	Déployer TOROHY, la plateforme en ligne de dénonciation des cas de corruption au niveau des structures centrales et opérationnelles			
49	Auditer périodiquement le contrôle fiscal			
50	Déployer un système de l'évaluation interne et externe de satisfaction des usagers auprès de toutes les structures			
51	Publier et vulgariser le plan stratégique, les rapports sur les grandes réalisations, les résultats et les projets			
52	Mettre en place une structure chargée de la gestion des risques			
VII- COOPÉRATION FISCALE INTERNATIONALE ET PARTENARIAT				
53	Mettre en place l'unité en charge des échanges de renseignements à des fins fiscales			
54	Etablir des conventions d'interopérabilité des systèmes d'information avec les différents organismes étatiques et privés en vue de renforcement de la lutte contre la fraude fiscale, de formalisation du secteur informel, de digitalisation etc.			
55	Finaliser le modèle de convention type de non double imposition			
56	Mettre en place le registre central des bénéficiaires effectifs			
57	Ratifier et mettre en œuvre la Convention Multilatérale sur l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale (MAAC)			

V.1.2 RECETTES DOUANIERES

V.1.2.1. Réalisation en 2025 :

La Douane a enregistré des recettes de 3 996,0 milliards d'Ariary en 2025 pour un taux d'exécution de 92% de la prévision annuelle. Outre le recul des déclarations d'importation de plusieurs produits grands pourvoyeurs de recettes, l'on a assisté à la poursuite de la tendance baissière des cours des produits pétroliers. Le cours moyen CAF du supercarburant s'est replié de 13%, et celui du gazole de 9%. Ainsi, la hausse du volume d'environ 10% n'a pas suffi à combler l'impact du repli du cours des produits pétroliers

Unité : Milliards d'Ariary

NATURE DE DTI	Année 2025	Prévision annuelle	Taux d'exécution	Année 2024	Variation %
Droit de douane	920,2	1 010,7	91%	865,5	6%
TVA	1 980,6	2 148,3	92%	1 866,0	6%
Droit de navigation	1,5	1,9	81%	1,4	9%
AUTRES	0,7	0,1	678%	0,3	
Sous-Total sur produits non pétroliers	2 903,1	3 161,0	92%	2 733,2	6%
Taxe sur les produits pétroliers	318,6	326,0	98%	289,1	10%
TVA sur les produits pétroliers	774,4	879,0	88%	770,9	0%
Sous-Total sur produits pétroliers	1 093,0	1 205,0	91%	1 060,0	3%
TOTAL GENERAL	3 996,0	4 366,0	92%	3 793,2	5%

V.1.2.2. Réalisation au premier quadrimestre 2026 :

Les opérations douanières ont subi de plein fouet le passage des cyclones Fytia et Gezani avec la destruction des infrastructures portuaires et administratives et la perturbation des échanges commerciaux. 1 228,3 milliards d'Ariary de recettes ont été enregistrées durant les quatre premiers mois pour un taux d'exécution de 24% de la prévision annuelle. Par rapport à la même période de l'année 2025, les recettes sur les produits non pétroliers ont alors reculé de 8%.

Le cours des produits pétroliers amorce son ascension en raison des conflits au Moyen-Orient et des difficultés d'approvisionnement, en particulier pour les cargaisons débarquées au mois d'avril. Toutefois, cette hausse récente n'a pas suffi à combler l'impact de la baisse du cours durant le premier trimestre.

Unité : Milliards d'Ariary

NATURE DE DTI	1er Trimestre 2026	Prévision annuelle	Taux d'exécution	1er Trimestre 2025	Variation %
Droit de douane	287,2	1 250,8	23%	307,6	-7%
TVA	605,4	2 619,6	23%	659,7	-8%
Droit de navigation	0,5	2,3	22%	0,5	-6%
AUTRES	0,1	10,1	1%	0,0	
Sous-Total sur produits non pétroliers	893,3	3 882,8	23%	967,9	-8%
Taxe sur les produits pétroliers	92,8	314,5	30%	97,3	-5%
TVA sur les produits pétroliers	242,2	828,7	29%	255,5	-5%
Sous-Total sur produits pétroliers	335,0	1 143,2	29%	352,8	-5%
TOTAL GENERAL	1 228,3	5 026,0	24%	1 320,7	-7%

V.1.2.3. Les nouvelles mesures au titre de la Loi de Finances Rectificative

(a) SUR LE TARIF DES DOUANES

Les modifications apportées au Tarif des douanes sont détaillées comme suit :

1. La poursuite de l'optimisation des dépenses fiscales

Elle passera par une retaxation ciblée de certaines sous-positions nationales jugées non conformes au principe d'équité et de protection des producteurs nationaux vis-à-vis des importations.

Cette démarche vise à soutenir les prix aux producteurs face aux importations de denrées alimentaires exemptées de droits et taxes. En effet, le coût de production unitaire du paysan malagasy excède de loin celui des pays asiatiques. La retaxation des importations favorisera ainsi la compétitivité ainsi que le pouvoir d'achat des nombreux paysans malagasy.

En ce qui concerne le pétrole lampant, l'application de la TVA à l'importation n'a pas d'impact significatif sur les ménages les plus démunis qui utilisent d'autres moyens d'éclairage et combustibles.

Enfin, la retaxation des véhicules et motocycles électriques et hybrides vise à rationaliser des avantages fiscaux bénéficiant principalement à une minorité de consommateurs.

2. *Création des sous-positions du produit dénommé « creamer » pour la protection des producteurs nationaux.*

La création de sous-positions tarifaires spécifiques pour le produit dénommé « creamer » permettrait de mieux encadrer son classement. Elle vise à renforcer la protection des producteurs nationaux en réduisant les effets de la concurrence déloyale liés aux importations massives de produits similaires. Cette mesure offrirait également une meilleure visibilité statistique et un suivi plus rigoureux des flux commerciaux associés à ce produit.

3. *Exemption des droits et taxes sur les fongicides et herbicides des sous-positions tarifaire n°s 3808.92 et 3808.93 suivant la Note de conseil n° 110/2026-PM/SGG/SC du 09/03/2026 portant sur la communication verbale relative au maintien de l'exonération fiscale des fongicides et herbicides*

4. *Transfert des filets spécialement conçus pour la pratique de sports vers le Chapitre 95 conformément à la Note 1 t) de la Section XI*

La Note 1 t) de la Section XI (Matières textiles et ouvrages en ces matières) indique qu'elle exclut de cette Section « les articles du Chapitre 95 (jouets, jeux, engins sportifs, filets pour activités sportives, par exemple) », mais la Note 1 e) du Chapitre 95 exclut de ce Chapitre divers types d'ouvrages en matières textiles (travestis, vêtements de sport, même incorporant des éléments de protection) et les renvoie à la Section XI. En outre, la Section XI contient des dispositions relatives aux filets, malgré l'exclusion prévue à la Note 1 t) de la Section XI, et la Note doit être lue conjointement avec les termes pertinents de la position du Chapitre 95 pour déterminer les types de filets auxquels elle s'applique.

5. *Correction d'erreurs matérielles.*

(b). IMPACT FISCAL

Les mesures prévues dans le cadre de ce projet de réforme administrative et tarifaire généreront un impact fiscal global estimé à 295,58 milliards d'Ariary réparti comme suit :

+140 milliards d'Ariary pour les mesures administratives

+155,58 milliards d'Ariary pour la rationalisation des dépenses fiscales

V.1.2.4. Les prévisions au titre de la Loi de Finances Rectificative

Les prévisions de recettes douanières s'établissent à 5 202 milliards d'Ariary compte tenu :

- d'une croissance économique estimée à +3.8% ;
- des anticipations d'importations résultant de la poursuite des projets d'industrialisation et donc de substitution par la production locale ;

- de l'évolution du cours des produits pétroliers ;
- de la rationalisation des dépenses fiscales et de la mise en œuvre de nouvelles mesures tarifaires dont l'impact est évalué à 295,58 milliards d'Ariary tel que détaillé supra ;
- du recouvrement des recettes sur les importations effectuées par l'Etat de l'ordre de 50 milliards d'Ariary ;
- du recouvrement des droits de douane additionnels de l'ordre de 22,9 milliards d'Ariary ;
- du recouvrement de la part contributive de la Douane sur les redevances minières ;
- de l'amélioration de la gestion des opérations de transit.

En somme, 69% de ces prévisions de recettes totales sont tirés par la taxation des importations de produits non pétroliers et 31% par la taxation des importations de produits pétroliers.

Nature des droits et taxes	Prévision de recettes en milliards d'Ariary
Droit de douane	1 201,350
Dont Droit de douane additionnel	22,900
TVA à l'importation	2 395,093
Taxe sur les produits pétroliers	333,642
TVA sur les produits pétroliers	1 260,251
Droit de navigation	1,641
Autres :	-
Part contributive de la Douane	10,000
Autres droits et taxes	0,023
Total	5 202,000

V.1.2.5. Les prévisions au titre de 2027

Le ratio des recettes douanières sur le PIB s'est contracté de 0,2 point de pourcentage dû en 2025. Il est estimé une progression de 0,7 point de pourcentage du ratio en 2026 grâce à l'amélioration du processus de contrôle des opérations d'importation et l'application des nouvelles mesures fiscales. Cette trajectoire haussière devrait être maintenue en 2027 avec une nouvelle progression de 0,1 point de pourcentage du ratio des recettes douanières sur le PIB. Comme la rationalisation des plus grandes mesures de dépense fiscale sera mise en œuvre avec la Loi de Finances Rectificative 2026, le reste n'atteindra pas la même magnitude en 2027. Les prévisions de recettes douanières sont alors estimées à 5 991 milliards d'Ariary pour 2027. 69% de ces prévisions de recettes totales sont tirés par la taxation des opérations sur les produits non pétroliers et 31% par la taxation des importations de produits pétroliers

V.2. DEPENSES PUBLIQUES

Les dépenses de personnel en 2025 se totalisent provisoirement à 4 008,5 milliards d'Ariary, soit 98,0% de l'enveloppe allouées dans la LFI tandis que les dépenses de fonctionnement sont de 1 839,4 milliards d'Ariary, soit 89,3%. Les dépenses de biens et services de 430,4 milliards d'Ariary ont atteint 85,3% de la prévision alors que les transferts et subventions se situent à 1 409,4 milliards d'Ariary, soit 90,6% de la LFI 2025. Ces derniers comprennent entre autres le renflouement des caisses de retraite et les appuis au secteur énergie. Pour ce qui est des intérêts de la dette, la réalisation s'élève à 600,5 milliards d'Ariary. Les charges de la dette extérieure de 234,8 milliards d'Ariary sont principalement réglées au profit des organismes internationaux (Banque mondiale, BAD, ...) tandis que les intérêts de la dette intérieure de 365,7 milliards d'Ariary sont constitués en majeure partie par les intérêts des bons de Trésor. Les dépenses en capital sur financement externe se totalisent à 3 534,7 milliards d'Ariary, soit 57,4% de la cible annuelle de la LFI 2025. En outre, les dépenses d'investissement sur financement interne s'élèvent à 1 627,0 milliards d'Ariary, soit un taux d'exécution de 68,4% de la LFI.

A fin mars 2026, les engagements au titre des dépenses de personnel se situent provisoirement à 1 024, 0 milliards d'Ariary, soit un taux d'exécution de 19,8% par rapport à la LFI. Les dépenses de biens et services se totalisent à 43,1 milliards d'Ariary, soit 8,7 % de la LFI. Les transferts et subventions s'élèvent à 117,4 milliards d'Ariary, soit 9,5% de la LFI, alors que les investissements sur financement interne ont atteint 47,3 milliards d'Ariary, soit 2,2% de la LFI 2026.

Les révisions au niveau du projet de LFR 2026 concernent uniquement les dépenses de fonctionnement hors solde ainsi que les investissements. Une hausse de 27,1% est enregistrée au niveau du fonctionnement hors solde et est principalement concentrée sur les dépenses de transferts et subventions. Pour les investissements, le rajout est de 1,9% en totalité mais a atteint 2,9% pour les investissements sur financement interne.

Tableau : Dépenses

(en milliards d'Ariary)	2 025 Prov	2026 LFI	2026 mars Prov	2026 PLFR	2027 (prév.)	2028 (prév.)
Dépenses totales	12 929,6	17 894,0	Nd	18 467,1	20 016,5	21 217,1
Dépenses courantes	8 255,7	8 796,1	Nd	9 263,9	10 165,0	11 353,6
Dépenses de personnel	3 977,4	5 157,1	1 024,0	5 157,1	5 252,7	6 037,3
dont : Solde	3 779,4	4 852,8	982,6	4 852,8	4 936,7	5 683,8
dont: Indemnités	198,0	304,4	41,4	304,4	316,0	353,5
Intérêts dus sur	2 592,5	1 725,2	160,6	2 193,0	2 456,9	2 907,4
dette extérieure	429,8	529,6	43,1	540,9	606,0	717,2
dette intérieure	2 162,7	1 195,5	117,4	1 652,0	1 850,8	2 190,3
Fonctionnement hors Intérêts	600,5	980,4	197,5	980,4	1 451,1	1 437,0
Biens et services	234,8	334,7	58,3	334,7	380,3	435,2
Subventions et transferts	365,7	645,7	139,2	645,7	1 070,8	1 001,8
Autres opérations nettes du Trésor	1 085,3	933,5	Nd	933,5	1 004,3	971,8
dont remboursement TVA	432,9	534,6	45,4	534,6	668,3	594,1
Autres	652,4	398,9	Nd	398,9	336,0	377,7
Dépenses en capital	4 673,9	9 097,9	Nd	9 203,2	9 851,5	9 863,5
Financement interne	864,5	2 031,6	47,3	2 089,5	2 841,0	3 520,3
Financement externe	3 809,4	7 066,4	Nd	7 113,6	7 010,5	6 343,2
Emprunts ext.	2 669,2	4 711,5	705,8	4 775,5	4 953,3	5 191,3
Subventions ext.	1 140,2	2 354,9	Nd	2 338,1	2 057,2	1 151,9
Déficit base des engagements	-2 232,1	-3 994,8	Nd	-4 408,6	-4 260,7	-3 572,8
Variations des arriérés intérieurs	131,3	-200,0	Nd	-300,0		
Déficit global (base caisse)	-2 100,8	-4 194,8	Nd	-4 708,6	-4 260,7	-3 572,8

V.2.1. DEPENSES DE SOLDE (CATEGORIE 2)

V.2.1.1. Contexte

Les dépenses de solde constituent une composante essentielle des finances publiques malgaches, tant par leur poids significatif dans le budget de l'État que par leur rôle structurant dans le fonctionnement de l'Administration. Conformément à l'article 14 de la Loi Organique relative aux Lois de Finances, elles couvrent l'ensemble des rémunérations des agents civils et militaires, y compris les personnels en poste à l'étranger dans les services diplomatiques et consulaires, ainsi que les diverses indemnités, allocations et contributions sociales obligatoires qui y sont associées.

Une gestion efficace et transparente de ces dépenses est indispensable pour préserver la stabilité macroéconomique du pays tout en assurant une répartition optimale des ressources publiques. Elle conditionne la capacité de l'État à investir durablement dans des secteurs à fort impact économique et social, tels que l'éducation, la santé, les infrastructures ou la sécurité.

Sur le plan analytique, la théorie keynésienne souligne l'effet multiplicateur des dépenses publiques, notamment en période de ralentissement économique. Toutefois, une augmentation excessive et non maîtrisée des charges de fonctionnement peut entraîner un effet d'éviction (« crowding out ») des investissements productifs, compromettant ainsi le potentiel de croissance à long terme. Un déséquilibre budgétaire en faveur des dépenses récurrentes peut également freiner la réalisation des objectifs structurels de développement.

V.2.1.2. Evolution des crédits de solde entre 2020 et 2025 (en milliards d'Ariary)

CATEGORIE	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Solde	2.923,3	2.689,0	3.148,9	3.497,4	3.814,5	3.846,4
PIB nominal	55.719,9	54.978,3	62.775,5	70.297,2	78.941,6	88.424,3
Recettes fiscales nettes	4.972,1	5.707,4	6.825,9	7.170,8	7.960,0	9.519,5
Dépenses totales	10.643,1	8.008,8	11.516,3	12.386,9	12.782,4	16.304,9
INDICATEURS	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Solde/PIB Nominal	5,2%	4,9%	5,0%	5,0%	4,8%	4,3%
Solde/Recettes fiscales nettes	58,8%	47,1%	46,1%	48,8%	47,9%	40,4%
Solde/Dépenses totales	27,5%	33,6%	27,3%	28,2%	29,8%	23,6%

Source : MEF/SG/DEP

Entre 2020 et 2025, les crédits alloués à la solde ont enregistré une hausse cumulative de plus de 30 %, passant de 2 923,3 milliards à 3 846,4 milliards d'Ariary. Cette progression, régulière et soutenue, reflète des dynamiques à la fois structurelles et conjoncturelles, parmi lesquelles :

- ✓ les revalorisations salariales successives opérées entre 2020 et 2022 pour préserver le pouvoir d'achat des agents de l'État ;
- ✓ les recrutements ciblés au sein de la fonction publique ainsi que les nominations diplomatiques ;
- ✓ les dépenses liées aux départs de toute nature (indemnités d'installation à la retraite, secours décès, congés non pris, remboursements de cotisations, etc.) ;
- ✓ les avancements de garde et les reclassements ;
- ✓ les intégrations statutaires dans le corps des fonctionnaires d'agents non encadrés ;
- ✓ ainsi que le transfert progressif de la charge salariale de certains établissements à budget autonome ou annexe vers le Budget Général (universités, IST, CROUA, ex-budgets provinciaux, etc.).

Cette orientation budgétaire témoigne d'une volonté affirmée du Gouvernement d'améliorer les conditions de travail dans la fonction publique et de régulariser les situations administratives des agents de l'État. Toutefois, elle n'est pas sans impact sur l'équilibre budgétaire. En effet, une croissance non maîtrisée de la masse salariale peut engendrer des tensions sur les finances publiques, comme le rappelle

la courbe de Laffer, en réduisant les marges de manœuvre pour les investissements productifs et les incitations à l'initiative privée. Néanmoins, la discipline budgétaire demeure manifeste : le ratio solde/PIB nominal est maintenu en dessous du seuil de 5 %, tandis que le ratio solde/recettes fiscales nettes est passé de 58,8 % en 2020 à 40,4 % en 2025, traduisant une gestion plus rigoureuse de la masse salariale.

V.2.1.3. Comparaison internationale et enjeux de soutenabilité

Dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne, les dépenses de personnel représentent une part significative du PIB et des recettes fiscales, traduisant le rôle prédominant de l'État dans les secteurs clés comme l'éducation, la santé ou la sécurité. À titre d'exemple, selon les données issues du Fiscal Monitor du FMI (2023) et de la base BOOST de la Banque mondiale, les dépenses salariales dépassent souvent 6 % du PIB dans certains pays d'Afrique de l'Ouest comme le Togo ou la Guinée, tandis qu'elles se situent autour de 4 à 5 % dans des pays comme le Rwanda ou le Bénin.

À Madagasikara, ce ratio est resté globalement contenu autour de 5 % ces dernières années, témoignant d'un effort de modération relatif. Toutefois, l'évolution rapide des crédits de solde, si elle n'est pas accompagnée d'une amélioration tangible de la performance du service public, peut engendrer plusieurs risques :

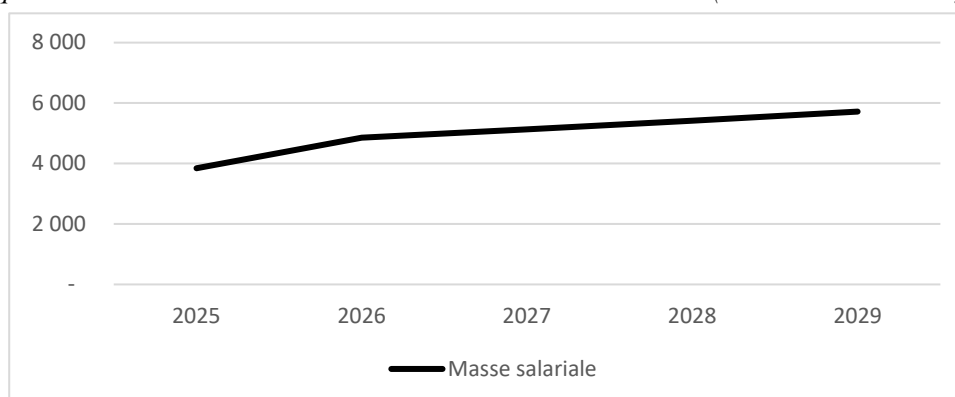
- Réduction des marges budgétaires allouées aux investissements productifs ;
- Aggravation de la dépendance à l'aide extérieure pour financer les dépenses sociales ou d'infrastructure ;
- Atteinte à la souveraineté budgétaire, par une rigidité croissante des dépenses.

Face à ces enjeux, le Gouvernement mise sur la mise en œuvre de bonnes pratiques internationales pour garantir une gestion efficace et soutenable de la masse salariale, à travers :

- La modernisation des systèmes d'information de gestion des ressources humaines de l'État (SIGRHE) ;
- La fiabilisation et l'interconnexion des bases de données à travers AUGURE 2.0 (effectifs, paie, carrières) ;
- La transparence budgétaire et le renforcement de la redevabilité des gestionnaires publics ;
- Et enfin, le pilotage stratégique des effectifs, aligné sur les priorités de développement national (recrutements ciblés, gestion de carrière, mobilité interne, etc.).

V.2.1.4. Prévisions pour 2026 et a moyen-terme

Graphique sur l'évolution de la Masse salariale entre 2025 et 2029 (en milliards d'Ariary)



Année	Masse salariale	Variation en valeur
2025	3.846,40	+ 31,86
2026	4.852,76	+ 1.006,36
2027	5.126,46	+ 273,70
2028	5.415,59	+ 289,13
2029	5.721,03	+ 305,44

Source : MEF/SG/DGBF/DGEAE/SGEAE

Dans le cadre de la Loi de Finances Rectificative pour l'exercice 2026, il est procédé à des ajustements de la masse salariale de l'État afin de prendre en compte les évolutions intervenues en cours d'exécution budgétaire, ainsi que les mesures à caractère social, statutaire et administratif.

Ces ajustements résultent principalement de trois catégories de mesures :

- ✓ les mesures exceptionnelles, notamment les régularisations, les décisions juridictionnelles, les rappels et la prime exceptionnelle ;
- ✓ les mesures à caractère social et catégoriel ;
- ✓ les ajustements liés à la gestion des effectifs et aux droits administratifs.

Les charges résultant de ces mesures sont couvertes par les crédits disponibles au sein de la masse salariale, notamment grâce aux ajustements opérés en cours d'exécution et à la mise à jour des données de prévision. Ainsi, l'équilibre global de la masse salariale demeure préservé, avec un niveau fixé à 4 852,76 milliards d'Ariary en 2026.

À moyen terme, la masse salariale devrait atteindre 5 721,03 milliards d'Ariary à l'horizon 2029, soit une croissance annuelle moyenne de 5,64 % sur la période 2026–2029. Cette trajectoire traduit une progression maîtrisée après l'ajustement important observé en 2026.

Pour rappel, la hausse exceptionnelle entre 2025 et 2026 s'explique par la combinaison de facteurs structurels et conjoncturels. Les facteurs structurels concernent notamment les avancements de grade et

d'échelon, les indemnités liées aux départs à la retraite, les secours décès, ainsi que les contributions sociales de l'État versées aux caisses de retraite publiques.

Les facteurs conjoncturels sont liés aux mesures spécifiques prévues pour 2026, notamment :

- ✓ la revalorisation générale des salaires ;
- ✓ la revalorisation de certaines indemnités, dont l'indemnité de craie, l'indemnité de risque et l'indemnité de logement ;
- ✓ l'intégration progressive des agents contractuels remplissant les conditions requises ;
- ✓ la création et le mandatement de nouveaux postes budgétaires dans les secteurs prioritaires ;
- ✓ les nominations diplomatiques et l'ouverture de nouvelles représentations à l'étranger ;
- ✓ l'intégration de certaines rubriques indemnitaires dans la solde ;
- ✓ le transfert de certaines charges salariales vers le Budget général ;
- ✓ le financement des reclassements et de la validation des services précaires.

V2.2. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT ET DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Pour l'année 2025, les dépenses de fonctionnement hors opérations d'ordre s'élèvent à 2 304,2 milliards d'Ariary et les dépenses d'investissement sur financement interne à 2 368,4 milliards d'Ariary.

A la fin du quatrième trimestre 2025, la réalisation financière des dépenses de fonctionnement hors opérations d'ordre est de 2 309,9 milliards d'Ariary soit 89%. Quant aux dépenses d'investissement, elles ont été exécutées à 2 062,1 milliards d'Ariary soit 87,1%.

Pour l'année 2026, dans le cadre de la LFR, les dépenses de fonctionnement hors solde et d'investissement seront de 4 680 milliards d'Ariary contre 4 055,6 milliards d'Ariary dans la LFI 2026.

Les dépenses de fonctionnement hors solde de la LFR 2026 s'inscrivent dans une logique de maîtrise renforcée et de rationalisation, sans recours à des coupes linéaires mais par redéploiement interne des crédits entre ministères et programmes. Le Gouvernement privilégie ainsi la continuité des services publics essentiels et le financement des charges incompressibles (énergie, fournitures essentielles, interventions prioritaires) ainsi que l'organisation des concertations relatives à la refondation, tout en limitant les dépenses non prioritaires afin de préserver l'équilibre budgétaire.

En matière de dépenses d'investissement, la LFR 2026 procède à un recentrage des crédits sur les projets jugés prioritaires et à fort impact économique et social, tant sur financement interne qu'externe. Les opérations de réallocation de crédits d'investissement sur ressources propres privilégient les

infrastructures de base (routes, énergie, eau, écoles, centres de santé) ainsi que les secteurs porteurs de croissance, notamment l'agriculture, le tourisme et les industries de transformation.

Les investissements sont également orientés vers le soutien au secteur de l'énergie, condition de la compétitivité et de la relance, ainsi que vers la stabilisation des prix du carburant dans un contexte de tensions sur le marché pétrolier international. La LFR 2026 intègre par ailleurs des projets additionnels financés sur ressources extérieures, en particulier pour la reconstruction et la résilience post catastrophes, ce qui permet de renforcer l'effort d'investissement public sans dégrader le solde primaire visé à 3,5% du PIB. Dans cette logique, les crédits d'investissement sur financement interne sont utilisés comme levier d'appui à la relance et à la transformation structurelle, tout en restant compatibles avec les objectifs de soutenabilité de la dette et de discipline budgétaire.



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitaviana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISITERAN'NY TOEKARENA SY NY FITANTANAM-BOLA

Annexe 2

Plan pluriannuel
de performance
des Administrations
Publiques

> Défis sectoriels majeurs

Les défis majeurs de la Présidence de la Refondation de la République, à travers ses principaux programmes, s'articulent autour de cinq axes essentiels :

1. Restauration de la confiance de la population;
2. Lutte efficace contre la corruption;
3. Maintien de la stabilité politique et sécuritaire;
4. Réussite de la réforme institutionnelle;
5. Relance d'une économie fragile.

Détails par Programme**Programme 001 : Administration Et Coordination****> Objectif 001-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage d'exécution du Budget	Pourcentage	99	99	99	99
Nombre de dossiers instruits et validés pour remise de distinctions honorifiques	Nombre	4 100	4 200	4 300	4 400

> Objectif 001-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de réalisation du Plan de Travail Annuel	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 001-3 : Assurer l'intégrité de l'État par la sécurisation des institutions.

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'efficacité globale des dispositifs de protection et de sécurisation des Hautes Personnalités et de leurs proches.	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de réussite des interventions de sécurité nationale appuyées par le renseignement d'État.	Pourcentage	90	90	90	90

Programme 138 : Appui à la gouvernance et à l'Etat de droit**> Objectif 138-1 : Renforcer l'autorité de l'Etat, la bonne gouvernance et l'Etat de droit**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Montant des fonds publics détournés détectés	Millier Ariary	46 000 000	44 000 000	40 000 000	34 000 000
Nombre de doléances avérées reçues	Nombre	510	300	400	500
Nombre de dossiers traités et coordonnés	Nombre	1 589	1 100	1 250	1 400
Nombre de missions de contrôle effectuées	Nombre	45	50	50	50
Taux d'avancement opérationnel et institutionnel de la Stratégie Nationale de Lutte Contre la Corruption (SNLCC)	Pourcentage	75	80	85	90
Taux d'efficacité des dispositifs intégrés de lutte contre les atteintes aux intérêts économiques et sécuritaires de l'État.	Pourcentage	90	92	94	96

> Objectif 138-2 : Renforcer le contrôle dans les services publics

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Montant des fonds publics détournés détectés	Millier Ariary	46 000 000	42 000 000	40 000 000	34 000 000
Taux de finalisation et de transmission des rapports d'audit et de conformité des marchés publics	Pourcentage	80	85	90	95
Nombre de missions d'inspection, d'audit et de contrôle au sein des Forces de Défense et de Sécurité	Nombre	50	50	50	50

> Objectif 138-3 : Garantir la réussite de la transformation administrative par la maîtrise et la sécurisation des données souveraines au service de la performance publique.

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'atteinte des objectifs de déploiement et de performance de l'infrastructure numérique souveraine	Pourcentage	43	53	63	73
Taux d'efficacité opérationnelle et de sécurisation des services numériques aux usagers	Pourcentage	90	95	98	98
Taux d'exécution du cycle de pilotage et de suivi-évaluation de la réforme administrative	Pourcentage	35	45	55	65

Programme 620 : Appui au développement social et économique**> Objectif 620-1 : Contribuer à la mise en place d'un environnement social et économique favorable**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre des investissements établis (IDE et IDN confondus)	Nombre	2 370	2 512	2 663	2 826

Taux de positivité au SIDA en baisse	Pourcentage	0.12	0.09	0.001	0.001
Nombre de séances de sensibilisation de masse dans la lutte contre le VIH/SIDA réalisées	Nombre	30	30	30	35
Taux de performance et de retombées économiques des investissements concrétisés.	Pourcentage	35	70	26	30

> **Objectif 620-2 : Préserver la paix sociale et la protection sociale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réduction de l'insécurité au niveau national	Pourcentage	80	80	90	90
Taux d'opérationnalisation et d'efficacité de la coordination sécuritaire intersectorielle	Pourcentage	25	50	75	75

> Défis sectoriels majeurs

Amélioration de la bonne gouvernance et de la transparence.
Renforcement des fonctions constitutionnelles du Sénat.

Détails par Programme**Programme 002 : Administration Et Coordination****> Objectif 002-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de réalisation de PTA	Pourcentage	95	95	95	95

> Objectif 002-2 : Améliorer le Pilotage et le Soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de traitement de dossiers administratifs dans les délais	Pourcentage	95	95	95	95
Taux d'exécution du plan de formation des fonctionnaires parlementaires	Pourcentage	85	85	85	85
Taux de disponibilité des moyens logistiques et infrastructures	Pourcentage	85	85	85	85
Taux de mise en œuvre de recommandations émises par l'Inspection Général du Sénat	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 119 : Gestion opérationnelle des missions des parlementaires du Sénat**> Objectif 119-1 : Contrôler les actions du gouvernement**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de rencontres gouvernementales tenues	Nombre	2	2	2	2
Nombre de missions de contrôle réalisées	Nombre	15	15	15	15
Taux de missions ayant donné lieu à des recommandations formelles au Gouvernement	Pourcentage	54	54	54	54
Nombre de questions orales / écrites traitées	Nombre	150	0	150	150

> Objectif 119-2 : Améliorer la qualité du travail législatif

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de textes examinés et adoptés	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de textes amendés	Pourcentage	30	0	30	30

> Objectif 119-3 : Assurer la représentation territoriale du Sénat

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de couverture d'Antennes Inter-Régionales du Sénat	Pourcentage	35	35	35	35
Taux d'informations sur les CTD exploitables transmises par les Antennes	Pourcentage	80	80	80	80
Nombre de missions territoriales effectuées par les Sénateurs	Nombre	60	0	60	60
Taux de suivi des préoccupations des CTD et OSE transmises aux autorités compétentes	Pourcentage	75	75	75	75

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement des fonctions législatives.
Amélioration du contrôle de l'exécutif.

Détails par Programme**Programme 003 : Administration et Coordination****> Objectif 003-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 101 : Gouvernance Responsable**> Objectif 101-1 : Examiner et voter des Lois**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de Lois examinées par rapport aux projets soumis	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 101-2 : Contrôler les actions du gouvernement

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de rencontres gouvernementales tenues	Nombre	2	2	2	2

> Défis sectoriels majeurs

Défis majeurs de la Haute Cour Constitutionnelle visant la consolidation de son indépendance et de sa bonne gouvernance dans l'exercice de ses missions :

Constitution : Préservation de la constitutionnalité des lois et des décisions

Élections : Fiabilité des résultats.

Démocratie : Préservation de l'État de droit.

Administration : Bonne gouvernance financière et environnement de travail décent.

Détails par Programme**Programme 004 : Administration et Coordination****> Objectif 004-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	98	98	98	98
Taux d'exécution du plan annuel de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 004-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 102 : Gouvernance responsable**> Objectif 102-3 : Assurer la régularité et la sincérité du scrutin**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de plis électoraux collectés et traités	Nombre	114	0	56 000	-
Nombre de proclamations de résultats officiels	Nombre	1	0	2	-

> Objectif 102-4 : Statuer sur la saisine en matière de conformité à la Constitution, de règlement de conflits de compétence et d'interprétation d'une disposition de la Constitution

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'audiences	Nombre	28	25	19	16
Nombre d'avis émis	Nombre	2	1	1	1
Nombre de décisions rendues	Nombre	42	39	26	16

> Défis sectoriels majeurs

Coordination de l'action gouvernementale (assurer l'alignement des politiques sectorielles sur les priorités nationales);

Pilotage des politiques publiques sectorielles (améliorer le dispositif de suivi-évaluation des politiques publiques et leurs déclinaisons, garantir la mise en œuvre efficace des projets socio-économiques à fort impact);

Gestion proactive des crises (post cycloniques, catastrophes,...) et préservation de la stabilité nationale.

Détails par Programme**Programme 005 : Administration et Coordination****> Objectif 005-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage d'exécution budgétaire	Pourcentage	68	70	75	80

> Objectif 005-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de mise en oeuvre des recommandations formulées	Pourcentage	60	68	77	87

Programme 139 : Pilotage et coordination, appui, mise en œuvre, suivi et contrôle des actions gouvernementales**> Objectif 139-1 : Coordonner et harmoniser la politique générale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage des programmes d'activités des départements ministériels validés	Pourcentage	35	58	75	86

> Objectif 139-2 : Une administration publique efficiente à l'horizon 2034

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Evolution des dépenses consacrées sur le renforcement de capacités des agents de l'Etat	Ariary	120 000 000	35 000 000	0	0
Pourcentage des ministères disposant de stratégies sectorielles à jour	Pourcentage	65	70	85	90

> Objectif 139-3 : Mise en oeuvre de la politique gouvernementale dans certains domaines clés

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage des missions de contrôle réalisées	Pourcentage	75	86	92	95

Programme 827 : Appui au développement**> Objectif 827-1 : Promouvoir le développement équitable des infrastructures socio-économiques de base à l'horizon 2030**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre des infrastructures socio-économique de base réalisées	Nombre	2	8	10	12

> Objectif 827-2 : Soutenir les activités économiques, sociales et environnementales face aux risques et aux aléas climatiques à l'horizon 2030

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage d'exécution du plan de formation	Pourcentage	20	34	50	68
Taux de couverture des zones d'intervention	Pourcentage	25	45	50	60

> Défis sectoriels majeurs

Edification des saines bases de la Refondation de la Nation et de la République;
 Normalisation de la vie politique et consolidation d'un climat de paix durable à la mise en œuvre des options de développement durable;
 Mise en place des espaces de dialogues regroupant toutes les forces vives de la Nation dans les Chefs-lieu de Faritany, de Région, de Commune et dans les Fokontany;
 Prévention des crises et troubles socio-politiques répétitives depuis l'indépendance.

Détails par Programme**Programme 057 : Administration et Coordination****> Objectif 057-1 : Améliorer le pilotage et la coordination administrative du CFM**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	80	90	100	100
Taux de réalisation des recommandations formulées	Pourcentage	75	90	100	100

Programme 823 : Réconciliation Nationale**> Objectif 823-1 : Promouvoir et capitaliser les mécanismes et dispositifs de prévention de crises et de troubles**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Concept et mécanismes de la refondation de la nation et de la République	Nombre	12	18	20	24
Concept et mécanismes de la refondation de la nation et de la République mis en œuvre	Nombre	12	18	20	24
Dossiers de demande de réparation et/ou d'indemnisation traités	Pourcentage	60	40	-	-
Taux de résolutions adoptées et mises en œuvre	Pourcentage	12	17	22	27

> Défis sectoriels majeurs

PROCESSUS ELECTORAL BIEN ORGANISÉ, NEUTRE, IMPARTIAL, TRANSPARENT, INCLUSIF ET CREDIBLE GARANT DE LA STABILITÉ INSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DURABLE

Détails par Programme**Programme 060 : Administration et Coordination****> Objectif 060-1 : Assurer une administration efficace et une bonne coordination des actions dans le processus électoral**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 060-2 : Renforcer la gouvernance, le cadre juridique et les capacités institutionnelles pour une gestion efficace, transparente et crédible des élections.

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Disponibilité du Code électoral promulgué	Nombre	0	1	1	1

Programme 126 : Mise en Oeuvre du Processus Electoral**> Objectif 126-1 : Assurer la fiabilité des listes électorales et du registre électoral national,**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exhaustivité des listes électorales	Pourcentage	84	85	86	87

> Objectif 126-2 : Assurer la transparence, la crédibilité et l'inclusivité des élections,

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation des élections tenues dans les délais prévus par la Loi (suivant les échéances électorales)	Pourcentage	0	100	100	100

> Objectif 126-3 : Assurer l'organisation efficace, sécurisée et transparente des opérations électorales.

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de participation aux élections (global, jeune, femme, zones, groupes vulnérables)	Pourcentage	0	0	100	100
Pourcentage de précontentieux transmis aux juridictions électorales dans les délais légaux	Pourcentage	0	0	100	100

Programme 825 : Education Electorale et Communication**> Objectif 825-1 : Assurer la sensibilisation de tous les citoyens en âge de voter pour participer aux activités du processus électoral**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'augmentation annuelle des électeurs inscrits dans les listes électorales	Pourcentage	2	2	2	2

> Objectif 825-2 : Assurer une couverture suffisante en communication électorale pour toutes les communes durant le processus électoral

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de couverture en communication électorale des communes durant le processus électoral	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 825-3 : Promouvoir une participation citoyenne informée, inclusive et responsable au processus électoral.

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'inscription sur les listes électorales	Pourcentage	0	0	90	91

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement de la gouvernance et de la refondation nationale.

Détails par Programme**Programme 079 : Administration et Coordination****> Objectif 079-1 : Assurer le pilotage stratégique et le suivi des orientations ministérielles**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de décisions stratégiques mises en œuvre dans les délais	Pourcentage	-	85	90	95

> Objectif 079-2 : Élaborer et opérationnaliser le Pacte Moral National et les dispositifs d'éthique publique

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Niveau d'avancement du Pacte Moral National	Pourcentage	0	60	85	100

> Objectif 079-3 : Renforcer la gouvernance interne et la maîtrise des risques

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de recommandations d'audit mises en œuvre	Pourcentage	0	70	80	90

> Objectif 079-4 : Améliorer la coordination de l'efficacité administrative des services

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de dossiers administratifs traités dans les délais	Pourcentage	0	85	90	95

> Objectif 079-5 : Optimiser la gestion administrative et sociale du Personnel

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de dossiers du personnel à jour et conformes	Pourcentage	0	90	95	98

> Objectif 079-6 : Assurer une gestion budgétaire et financière efficace et conforme

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution budgétaire conforme aux prévisions	Pourcentage	0	85	90	95

> Objectif 079-7 : Sécuriser juridiquement les actes et décisions du ministère

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'actes juridiques validés sans observation contentieuse	Pourcentage	0	90	95	98

> Objectif 079-8 : Renforcer la communication institutionnelle et la redevabilité publique

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'actions de communication institutionnelle réalisées	Nombre	0	8	12	16

> Objectif 079-9 : Garantir la disponibilité et la sécurité des systèmes d'information

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de disponibilité des systèmes d'information	Pourcentage	0	96	98	99

Programme 148 : Refondation**> Objectif 148-1 : Assurer une coordination globale et cohérente des actions de refondation**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de programmes/actions de refondation coordonnés conformément aux orientations nationales	Pourcentage	0	80	90	95

> Objectif 148-10 : Élaborer les cadres méthodologiques et référentiels de la concertation

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de cadres/référentiels de concertation élaborés et validés	Nombre	0	2	4	6

> Objectif 148-11 : Élaborer et réviser les textes législatifs et réglementaires liés à la refondation

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de projets de textes élaborés et soumis dans les délais	Pourcentage	0	70	85	90

> Objectif 148-12 : Assurer l'encadrement et le suivi de la mise en œuvre des résolutions issues de la concertation

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de résolutions encadrées et suivies jusqu'à mise en œuvre	Pourcentage	0	65	80	90

> Objectif 148-13 : Assurer l'exécution efficace des missions de refondation confiées au personnel

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de missions confiées et exécutées conformément aux termes de référence	Pourcentage	0	60	90	95

> **Objectif 148-2 : Renforcer la coordination multisectorielle et l'alignement stratégique des acteurs**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'actions multisectorielles effectivement coordonnées	Pourcentage	0	75	85	90

> **Objectif 148-3 : Assurer le suivi-évaluation des actions et résultats de la refondation**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de rapport de suivi-évaluation produits et validés dans les délais	Pourcentage	0	80	90	95

> **Objectif 148-4 : Fournir un appui technique et institutionnel efficace aux entités de mise en oeuvre**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de structure accompagnés ayant bénéficié d'un appui effectif	Pourcentage	0	70	85	90

> **Objectif 148-5 : Piloter et structurer le dispositif national de concertation**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de processus de concertation organisés conformément au cadre national	Pourcentage	0	80	90	95

> **Objectif 148-6 : Coordonner la mise en oeuvre opérationnelle des concertations**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de concertations coordonnées selon le calendrier validé	Pourcentage	0	75	85	90

> **Objectif 148-7 : Appuyer techniquement et logistiquement les processus de concertation**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de concertation bénéficiant d'un appui effectif	Pourcentage	0	70	85	90

> **Objectif 148-8 : Assurer la veille, le suivi et le reporting des processus de concertation**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux des rapports de veille et de suivi produits et diffusés	Pourcentage	0	80	90	95

> **Objectif 148-9 : Elaborer et harmoniser les cadres stratégiques et opérationnels de la refondation**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de cadres stratégiques et opérationnels élaborés et validés	Pourcentage	0	70	85	95

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement de l'attractivité économique de Madagascar afin de stimuler les investissements directs étrangers et promouvoir les exportations malagasy sur les marchés internationaux;

Intensification des actions de prospection pour accroître la visibilité et les opportunités économiques et commerciales du pays;

Consolidation des mécanismes de coordination avec les partenaires techniques et financiers afin de renforcer l'efficacité des programmes de coopération et de développement.

Détails par Programme**Programme 622 : Diplomatie économique et partenariat au Développement****> Objectif 622-1 : Contribuer à la croissance économique à travers la diplomatie économique**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de couverture commerciale des entreprises malagasy dans les marchés internationaux	Pourcentage	35	-	-	-

> Objectif 622-10 : Promouvoir Madagascar comme destination d'investissement, de commerce et de développement économique

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'actions de mobilisation des partenaires pour la promotion économique de Madagascar auprès des investisseurs et opérateurs commerciaux	Nombre	-	25	30	35

> Objectif 622-11 : Renforcer la mobilisation de la diaspora et les partenariats territoriaux et sectoriels

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'actions de mobilisation de la diaspora pour le développement économique de Madagascar	Nombre	-	15	20	25

> Objectif 622-12 : Développer la coopération internationale et les partenariats pour le développement durable

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'accords de coopération sectoriels conclus avec les partenaires et ONG étrangères	Nombre	-	12	15	20

> Objectif 622-2 : Appuyer l'attraction des IDE par le biais des représentations extérieures de Madagascar

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de manifestations d'intérêts à investir à Madagascar	Nombre	150	-	-	-

> Objectif 622-3 : Contribuer à la participation de la diaspora au développement de Madagascar

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de réunions de sensibilisation de la diaspora effectuées	Nombre	10	-	-	-

> Objectif 622-4 : Développer la destination Madagascar et mettre en valeur la crédibilité de Madagascar sur les marchés internationaux

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de rencontres commerciales effectuées pour faire connaître la destination Madagascar	Nombre	200	-	-	-

> Objectif 622-5 : Intensifier les liens avec la diaspora

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de travailleurs malagasy assistés	Nombre	300	-	-	-

> Objectif 622-6 : Promouvoir la coopération et les initiatives de partenariat au développement en vue de l'atteinte des ODD

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'accords de coopération conclus	Nombre	20	-	-	-

> Objectif 622-7 : Prospector des opportunités économiques et commerciales sur les marchés prometteurs

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de manifestations d'intérêts reçus	Nombre	100	-	-	-

> Objectif 622-8 : Renforcer le partenariat avec les ONG et les Collectivités Territoriales étrangères

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'accords de siège établis	Nombre	30	-	-	-
Nombre d'accords de siège renouvelés	Nombre	20	-	-	-

> Objectif 622-9 : Poursuivre le programme Journées Internationales des Régions pour valoriser les potentialités des Régions et faire connaître à l'international les entreprises malagasy

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'investisseurs étrangers ayant manifesté leurs intérêts à investir dans les Régions de Madagascar	Nombre	100	-	-	-

> **Objectif 622-A : Mobiliser la coopération internationale décentralisée**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de jumelages établis entre CTD étrangères et CTD malagasy	Nombre	5	-	-	-

> **Objectif 622-B : Promouvoir les partenariats pour le développement sectoriel (urbanisme durable, tourisme, formation professionnelle, énergie, etc...)**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de rencontres avec les PTFs qui ont abouti au soutien pour le développement des Régions de Madagascar	Nombre	20	-	-	-

> Défis sectoriels majeurs

Conduite du changement organisationnel et digitalisation des services;
 Coordination renforcée entre directions, postes extérieurs et partenaires;
 Mobilisation des ressources financières, humaines et matérielles;
 Renforcement des capacités de négociation et de suivi des accords;
 Meilleure préparation des positions nationales et coordination interinstitutionnelle;
 Respect des engagements internationaux et des obligations statutaires.

Détails par Programme**Programme 006 : Administration et Coordination****> Objectif 006-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 006-2 : Renforcer la stratégie de communication

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de publications sur les réseaux sociaux	Nombre	100	-	-	-

> Objectif 006-3 : Assurer une couverture médiatique des événements impliquant le ministère

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de contrôles et de suivis effectués	Nombre	4	-	-	-

> Objectif 006-4 : Effectuer une veille informationnelle permanente sur les grands événements internationaux et sur les questions touchant à l'image de Madagascar et la diplomatie malagasy

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de veilles reçues au niveau du département central	Nombre	40	-	-	-

> Objectif 006-5 : Promouvoir la visibilité de la politique étrangère de Madagascar au niveau national et à l'international

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de mises en fonctionnement effectuées	Nombre	100	-	-	-

> Objectif 006-6 : Rendre fonctionnel le webmail et le site web du ministère et des représentations extérieures

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de mises en fonctionnement effectuées	Nombre	23	-	-	-

> Objectif 006-7 : Assurer un suivi régulier des œuvres des activités et projets des Directions et représentations extérieures

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de contrôles et de suivis effectués	Nombre	4	-	-	-

> Objectif 006-8 : Alléger les procédures de traitement des dossiers des usagers

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de dossiers traités	Pourcentage	90	-	-	-

> Objectif 006-9 : Assurer un réapprovisionnement des passeports diplomatiques et passeports de service

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de passeports réapprovisionnés	Nombre	50	-	-	-

Programme 623 : Diplomatie politique et actions extérieures**> Objectif 623-1 : Développer toutes formes de partenariats techniques et financiers**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'accords internationaux (bilatéraux; régionaux, multilatéraux) signés	Nombre	40	-	-	-

> Objectif 623-10 : Accroître la présence, la visibilité et l'influence de Madagascar sur la scène internationale

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de candidatures appuyées	Nombre	-	35	40	45

> Objectif 623-11 : Moderniser les services administratifs et numériques pour une gestion plus efficace

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de fonctionnalité des systèmes numériques au sein du Département central et des représentations extérieures	Pourcentage	-	75	80	95

> **Objectif 623-2 : Renforcer la coopération internationale à travers une politique extérieure adéquate**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de relations diplomatiques établies	Nombre	40	-	-	-

> **Objectif 623-3 : Renforcer la visibilité de Madagascar sur la scène internationale à travers les placements à l'international**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de candidatures appuyées	Nombre	150	-	-	-

> **Objectif 623-4 : Renforcer l'appartenance de Madagascar dans les organisations internationales (Régionales, multilatérales)**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de représentants de Madagascar dans les organisations internationales	Nombre	30	-	-	-

> **Objectif 623-5 : Renforcer le poids de Madagascar sur la scène internationale à travers les réunions statutaires impliquant Madagascar**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de réunions statutaires assistées	Nombre	60	-	-	-

> **Objectif 623-6 : Assurer une représentativité de Madagascar dans les instances internationales**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'organisations internationales auxquelles Madagascar a adhéré et est membre actif	Nombre	5	-	-	-

> **Objectif 623-7 : Assurer une visibilité de Madagascar dans l'accueil des événements internationaux à Madagascar**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de rencontres bilatérales effectuées pour le développement de Madagascar	Nombre	15	-	-	-

> **Objectif 623-8 : Régulariser le paiement effectif des arriérés dans les représentations extérieures**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de régularisation	Pourcentage	50	-	-	-

> **Objectif 623-9 : Renforcer les partenariats internationaux et la coopération diplomatique**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'accords signés	Nombre	-	20	25	30

> Défis sectoriels majeurs

Restauration de l'Etat de droit.

Détails par Programme**Programme 007 : Administration et Coordination****> Objectif 007-1 : Entretenir l'efficience au niveau de chaque centre de responsabilité**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité effective agglomérée des centres de responsabilités	Pourcentage	65	70	75	80

Programme 103 : Pilotage de la politique de défense**> Objectif 103-1 : Assurer la pérennité de la fierté nationale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité d'entretien de l'esprit de défense	Pourcentage	70	75	80	85

> Objectif 103-2 : Assurer la pertinence des planifications et des anticipations stratégiques

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité de proaction	Pourcentage	45	50	55	60

> Défis sectoriels majeurs

Restauration de l'Etat de droit.

Détails par Programme**Programme 008 : Administration et Coordination****> Objectif 008-1 : Maintenir une capacité permanente de déploiement interarmées par Zone de Défense et de Sécurité**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité d'action des unités structurées	Pourcentage	60	65	70	75

Programme 104 : Armée de Terre**> Objectif 104-1 : Entretenir la disponibilité permanente des éléments de la composante terrestre**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité disponible en unités constituées du volet terrestre (en effectif des éléments)	Nombre	4 675	6 545	6 545	7 075

Programme 105 : Armée de l'Air**> Objectif 105-1 : Entretenir la capacité de vol permanente**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité de vol en nombre d'heures	Nombre	2 940	2 940	2 940	2 949

Programme 106 : Marine Nationale**> Objectif 106-1 : Entretenir la capacité de navigation au niveau des détachements navals**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Capacité de navigation en nombre de jour en mer	Nombre	80	100	120	140

> Défis sectoriels majeurs

Refondation structurelle : doctrine d'emploi et formation;
 Amélioration de la gestion des ressources;
 Restauration de la discipline, de l'éthique et de la déontologie;
 Amélioration de la stratégie de communication institutionnelle;
 Sécurisation de la circulation des personnes et des biens;
 Lutte contre les phénomènes de grands banditismes;
 Maîtrise de l'ordre public et instauration d'un climat de sécurité propice au développement;
 Reconquête de la confiance de la population.

Détails par Programme**Programme 009 : Administration et Coordination****> Objectif 009-1 : Améliorer la coordination administrative du ministère**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	99.75	99.8	99.9	99.9
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	85	88	91	94

> Objectif 009-2 : Améliorer le pilotage et le soutien du ministère

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	75.8	83.8	91.4	95

Programme 108 : Intervention spéciale et/ou mixte**> Objectif 108-1 : Améliorer la situation sécuritaire sur l'ensemble du territoire Malagasy**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de districts classés rouge (vol de bœufs et/ou actes de banditisme plus de 05 infractions par mois)	Pourcentage	35	34	32	29

> Objectif 108-2 : Maîtriser et maintenir l'ordre public dans toute l'étendue du territoire Malagasy

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de districts ayant fait l'objet d'interventions dans le cadre de maintien de l'ordre public (manifestations estudiantines, manifestations politiques, confrontation d'origines ethniques, vindicte populaire, contestations sociales)	Pourcentage	17	13	10	8

Programme 121 : SECURITE ET ORDRE PUBLICS**> Objectif 121-1 : Assurer la protection des personnes et de leurs biens**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de crimes et délits commis contre les personnes (Vindicte populaire-Viol-CBV-Homicide-...) pour 1.000 habitants enregistrés au sein de la gendarmerie	Pourcentage	3.2	2.4	2	1.8
Taux d'infractions relatives aux biens enregistrées au sein de la gendarmerie	Pourcentage	8.6	8.1	7.6	7.1

> Objectif 121-2 : Endiguer la criminalité, le grand banditisme et les infractions assimilées sur l'ensemble du territoire Malagasy

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de criminalité pour 1.000 habitants constaté par la Gendarmerie (Phénomène VB, vol d'ossement humain, kidnapping, acte de banditisme)	Pourcentage	2.7	2.3	1.8	1.2
Taux d'infractions qualifiées délits et contraventions constatées par la Gendarmerie (trafics d'armes, feux de brousse, trafic de stupéfiants, trafic de ressources naturelles et les phénomènes de vol de vanille)	Pourcentage	2.1	1.7	1.4	1.2

Programme 125 : Formation**> Objectif 125-1 : Assurer la capacité professionnelle du personnel de la Gendarmerie**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux du personnel de la Gendarmerie formé	Pourcentage	6.78	6.8	6.84	6.9

> Objectif 125-2 : Assurer le ratio gendarme-population

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Ratio gendarme/population	Ratio	1/1451	1/1427	1/1406	1/1390

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement de la performance et l'efficacité de l'Administration territoriale.

Détails par Programme**Programme 075 : Administration et Coordination****> Objectif 075-1 : ASSURER UNE ADMINISTRATION OPTIMALE DES RESSOURCES**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 075-2 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	98	98	98	98
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	4	4	4	4

Programme 133 : Administration Territoriale**> Objectif 133-1 : Procéder à la Déconcentration de la Gestion des risques et catastrophes**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Démembrement du BNGRC opérationnel	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 133-2 : Assurer la maîtrise et le développement des territoires nationaux

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de services offrant des services publics de qualité	Nombre	5 531	7 831	7 831	8 531

> Objectif 133-3 : Améliorer le système l'alerte précoce face aux risques et catastrophes

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de stations hydrométéorologiques installées et opérationnelles	Nombre	3	3	3	3

> Objectif 133-4 : Assurer l'opérationnalisation du Bureau Central et bureaux territoriaux

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de matériels roulants fonctionnels	Pourcentage	90	90	90	90

> Objectif 133-5 : Assurer des missions d'assistance et de prélèvement durant et après les catastrophes

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de bâtiments refuges polyvalents construits	Nombre	1	-	-	-
Nombre de magasins de stockage construits (hub logistique)	Nombre	1	1	1	1
Taux d'interventions effectuées par rapport au nombre de sinistres enregistrés	Pourcentage	95	95	95	95

> Objectif 133-6 : Assurer la préparation des parties prenantes (Autorités, Comités GRC, population...) face aux risques et catastrophes

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de personnes bénéficiant de titres liés à l'identification	Pourcentage	15	25	25	30

> Objectif 133-7 : Moderniser et sécuriser l'accès aux titres liés à l'identification des personnes et des biens

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de personnes bénéficiant de titres liés à l'identification unique	Pourcentage	15	25	25	25

Programme 135 : Réformes Administratives**> Objectif 135-1 : Mettre en place un parc informatique auprès de chaque district**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de parcs informatiques mis en place et opérationnels	Nombre	20	30	40	50

> Objectif 135-2 : Assurer la mise en place de cadre réglementaire sur les CTD adapté au contexte

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de textes législatifs et réglementaires adoptés	Nombre	4	5	6	7

> Défis sectoriels majeurs

Détails par Programme

Programme 063 : Administration et Coordination

> Objectif 063-1 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

> Défis sectoriels majeurs

Décentralisation efficace des pouvoirs et renforcement de capacités des collectivités territoriales pour une gestion autonome et responsable.

Détails par Programme

Programme 076 : Administration et Coordination

> Objectif 076-1 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 076-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 134 : Décentralisation et Développement Local

> Objectif 134-1 : Assurer l'autonomie et la responsabilisation des Collectivités Territoriales Décentralisées

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'infrastructures bâties résilientes, profitant à tous et encourageant l'innovation	Nombre	1 605	1 605	445	445

> Objectif 134-2 : Appuyer les Collectivités Territoriales Décentralisées financièrement et techniquement

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de transferts aux CTD, EPA et responsables territoriaux	Pourcentage	100	100	100	100

> Défis sectoriels majeurs

Le Ministère de la Sécurité Publique présente six axes stratégiques visant à améliorer son efficacité et renforcer la confiance des citoyens: la modernisation des services, la lutte contre la corruption, la réduction de la criminalité et la protection des populations vulnérables. Il insiste aussi sur la lutte contre les trafics qui appauvrissent le pays, le respect de la discipline et de la hiérarchie, ainsi que sur le développement du professionnalisme au niveau de ses agents.

Détails par Programme**Programme 036 : Administration et Coordination****> Objectif 036-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 120 : Sécurité publique**> Objectif 120-1 : Assurer la protection des personnes et de leurs biens**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de couverture du territoire national en service de police à proximité de la population	Pourcentage	80	90	100	100
Taux de criminalité en baisse	Pourcentage	1.6	1.4	1.2	1

Programme 136 : Surveillance du territoire et renseignements généraux**> Objectif 136-1 : Prévenir la commission des infractions par la collecte des renseignements**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de renseignements exploités	Nombre	10 450	10 850	11 200	11 500

> Objectif 136-2 : Renforcer la protection du territoire national

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de documents de voyage contrôlés	Nombre	66 000	70 000	72 000	73 000

Programme 137 : Formation et réforme**> Objectif 137-1 : Améliorer le ratio Police/Population**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de nouveaux policiers	Nombre	1 250	1 250	1 250	1 250
Ratio policier/population	Ratio	0.0005	0.0009	0.001	0.001

> Objectif 137-2 : Renforcer la capacité professionnelle des fonctionnaires de police

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de policiers formés	Nombre	2 000	3 000	5 000	5 000

> Défis sectoriels majeurs

Pour la refondation de la Justice, le Ministère de la Justice s'est fixé comme objectif global "la restauration durable de la confiance dans l'institution judiciaire". Pour l'atteindre, il est impératif d'agir sur plusieurs défis structurants :

- l'accès et la célérité de la justice;
- l'intégrité, la professionnalisation et la déontologie des acteurs;
- la lutte contre la corruption;
- la transparence et la communication publique;
- et l'amélioration des conditions carcérales.

Détails par Programme**Programme 012 : Administration et Coordination****> Objectif 012-1 : Disposer des ressources humaines motivées et en nombre suffisant pour accompagner la modernisation de la Justice**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de services excentriques où l'effectif respecte les normes minimales	Pourcentage	40	50	60	70
Taux d'avancement de la mise à jour périodique de la base de données des personnels par corps	Pourcentage	95	100	100	100

> Objectif 012-2 : Instaurer la culture de performance dans la gestion opérationnelle et patrimoniale du Département de la Justice

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage d'indicateurs d'objectifs atteints	Pourcentage	85	90	90	95
Pourcentage d'indicateurs d'objectifs spécifiques et de résultats disponibles	Pourcentage	90	95	95	95
Taux d'exécution du budget (sur financement interne)	Pourcentage	90	95	98	98

> Objectif 012-3 : Mettre les nouvelles technologies au service des réformes engagées au niveau de la Justice

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Evolution (en pourcentage) du rendement de travail au niveau des juridictions utilisant le logiciel de traitement des dossiers pénaux (logi-pénal)	Pourcentage	60	70	80	90
Pourcentage d'événements et actions en adéquation avec les thèmes et les domaines spécifiques du Département de la Justice faisant l'objet de couvertures médiatiques (Indicateur évalué par rapport aux événements recensés)	Pourcentage	85	90	95	95
Pourcentage de services excentriques utilisant les nouveaux logiciels de traitement de dossiers	Pourcentage	30	60	90	95

> Objectif 012-4 : Rendre l'environnement de travail plus favorable à l'instauration de l'Etat de droit et de la bonne gouvernance

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de bureaux au niveau central disposant de matériels et mobiliers respectant les normes minimales	Pourcentage	50	60	70	80

> Objectif 012-5 : Porter la confiance des usagers à 60 %

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de confiance des usagers	Pourcentage	40	50	60	70

Programme 111 : Administration judiciaire**> Objectif 111-1 : Accélérer et simplifier les procédures de traitement des données au niveau des Cours et Tribunaux**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Rapport condamnés prévenus	Ratio	65/35	70/30	70/30	70/30
Taux moyen de dossiers jugés au niveau des Cours et Tribunaux de l'ordre judiciaire	Pourcentage	70	-	-	-

> Objectif 111-2 : Mettre en place un environnement juridique stable et sécurisant , favorisant le développement socio-économique

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de textes réformés et/ou des nouveaux textes élaborés soumis aux instances d'adoption	Pourcentage	75	-	-	-

> Objectif 111-3 : Promouvoir une justice plus accessible et plus rapprochée de la population

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre (cumulé) de Tribunaux de Première Instance ouverts et fonctionnels	Nombre	53	55	58	61
Situation de l'accroissement du nombre de juridictions offrant des dispositifs d'aide juridictionnelle pour les personnes vulnérables	Pourcentage	0	5	25	50

> **Objectif 111-4 : Renforcer la promotion et la protection des droits de l'homme et développer la coopération internationale et régionale en la matière**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de conventions internationales, traités et/ou protocoles touchant les droits de l'homme ratifiés par Madagascar	Pourcentage	85	-	-	-

> **Objectif 111-5 : Réduire de 50 % les délais de traitement des dossiers**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réduction du délai moyen de traitement des dossiers	Pourcentage	0	25	50	50

> **Objectif 111-6 : Porter la confiance des usagers à 60 %**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de confiance des usagers	Pourcentage	40	50	60	70

Programme 112 : Administration pénitentiaire

> **Objectif 112-1 : Favoriser le respect des droits de l'homme en milieu carcéral**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage des personnes détenues malnutries sortis du protocole de traitement spécial	Pourcentage	80	-	-	-
Taux maximal de malnutrition sévère	Pourcentage	1.3	-	-	-

> **Objectif 112-2 : Promouvoir la politique de réinsertion socio-professionnelle en milieu carcéral ainsi que la productivité des camps pénaux**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux des besoins réels en alimentation des personnes détenues couverts par la production des camps pénaux	Pourcentage	25	-	-	-
Taux des personnes détenues ayant accès aux activités de réinsertion sociale	Pourcentage	50	-	-	-

> **Objectif 112-3 : Promouvoir l'approche normative en vue d'améliorer la performance de l'Administration Pénitentiaire**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Niveau (en pourcentage) d'atteinte des normes minimales sur l'environnement de travail du personnel des Etablissements Pénitentiaires	Pourcentage	50	-	-	-

> **Objectif 112-4 : Renforcer la sécurisation des Etablissements Pénitentiaires**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage des Etablissements Pénitentiaires respectant les normes en matière de sécurité	Pourcentage	25	-	-	-
Taux maximal d'évasion en milieu carcéral	Pourcentage	1.3	0.03	0.02	0.02

> **Objectif 112-5 : Améliorer de manière tangible les conditions de détention carcérale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux maximal de malnutrition sévère en milieu carcéral	Pourcentage	1.4	1.2	1	1
Taux de surpopulation carcérale	Pourcentage	150	140	125	100
Nombre d'infrastructures pénitentiaires construites/réhabilitées	Nombre	4	2	5	10
Nombre de nouveaux Comités Régionaux de Soutien aux Personnes Détenues (CRSPD) fonctionnels	Nombre	0	2	4	6

> **Objectif 112-6 : Rationaliser la gestion, le contrôle et l'inspection de la détention**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de traitement de dossiers pour mesures alternatives à la détention	Pourcentage	0	50	75	75
Nombre d'Etablissements Pénitentiaires inspectés	Nombre	0	15	17	20
Nombre d'Etablissements Pénitentiaires contrôlés	Nombre	0	2	25	25
Nombre de sites pénitentiaires (DRAP et Etablissement Pénitentiaire) avec le logiciel IGAP fonctionnel	Nombre	2	2	3	1
Nombre de textes révisés et mis à jour (cadre juridique)	Nombre	0	3	2	2

> **Objectif 112-7 : Développer de manière effective les camps pénaux**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de dossiers fonciers régularisés	Nombre	0	0	5	15
Nombre de camps pénaux pratiquant des activités agricoles diversifiées avec une production quantifiable	Nombre	0	9	17	24
Ratio de Camps pénaux avec un système d'organisation renforcé	Ratio	0	9	14	24
Nombre de Comités de gestion pilote (COGES) fonctionnels	Nombre	0	10	10	10

> **Objectif 112-8 : Mettre en place une politique de lutte contre la corruption au sein de l'Administration Pénitentiaire**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de dossiers traités en matière de corruption	Nombre	0	15	30	45
Mesures de sécurisation des concours de recrutement au niveau de l'ENAP appliquées	Pourcentage	0	100	100	100

Programme 127 : Promotion de l'intégrité

> Objectif 127-1 : Renforcer la promotion de l'intégrité et de la crédibilité de la Justice

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Niveau de respect des outils de travail (standards de services, manuels de procédure,...)	Pourcentage	75	80	85	90
Niveau de respect des outils et dispositifs anti-corruption	Pourcentage	85	90	90	95
Niveau de respect des règles éthiques et déontologiques des magistrats ainsi que des codes de conduite des personnels de la Justice	Pourcentage	85	90	90	95

Programme 140 : Répression des actes de corruption

> Objectif 140-1 : Renforcer continuellement la capacité institutionnelle des Pôles anti-corruption en vue d'être crédibles et efficaces dans tout le territoire national

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre cumulé de Pôles anti-corruption opérationnels	Pourcentage	3	4	6	9
Taux de jugements / arrêts rendus par les Pôles anti-corruption	Pourcentage	80	85	90	95

Programme 143 : Justice Administrative

> Objectif 143-1 : Améliorer l'efficacité de la juridiction administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de requêtes jugées au niveau du Conseil d'Etat et des Tribunaux Administratifs	Pourcentage	80	85	90	95

> Objectif 143-2 : Promouvoir l'état de droit et l'égalité d'accès de tous à la justice administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'accès à la justice administrative	Pourcentage	70	75	80	85

Programme 149 : REFORME DE LA JUSTICE

> Objectif 149-1 : METTRE EN PLACE UN ENVIRONNEMENT JURIDIQUE STABLE ET SÉCURISANT, FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de textes réformés et/ou des nouveaux textes élaborés soumis aux instances d'adoption	Pourcentage	75	80	85	90

> Objectif 149-2 : RENFORCER LA PROMOTION ET LA PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET DÉVELOPPER LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET RÉGIONALE EN LA MATIÈRE

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de conventions internationales, traités et/ou protocoles touchant les droits de l'homme ratifiés par Madagascar	Pourcentage	85	90	95	95

> Objectif 149-3 : Porter la confiance des usagers à 60 %

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de confiance des usagers	Pourcentage	40	50	60	70

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement des missions de protection des deniers publics et de promotion de la bonne gouvernance financière des Juridictions financières (Cour des Comptes et Tribunaux Financiers);

Accroissement de l'efficacité du contrôle des comptes publics, de la gestion des ordonnateurs, de l'exécution des lois de finances, de l'assistance aux pouvoirs publics ainsi que de leur rôle d'information à travers le rapport public annuel.

Détails par Programme**Programme 141 : Contrôle externe des finances publiques et assistance aux pouvoirs publics****> Objectif 141-1 : Améliorer la gestion des finances publiques**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre annuel de rapport public élaboré et publié	Nombre	1	1	1	1
Nombre annuel de rapport public élaboré et publié par la Cour des Comptes	Nombre	1	1	1	1
Taux de réalisation des programmes de contrôle juridictionnel et d'audit	Pourcentage	75	80	85	90
Taux de réalisation du programme de contrôle des comptes des campagnes électorales	Pourcentage	50	-	-	-

Programme 142 : Contrôle des finances locales et assistance aux CTD**> Objectif 142-1 : Améliorer la gestion des finances locales**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre annuel de rapports publics élaborés et publiés par les Tribunaux Financiers	Pourcentage	6	6	6	6
Taux de réalisation des programmes de contrôle juridictionnel et d'audit au niveau des Tribunaux financiers	Pourcentage	75	80	85	90

> Défis sectoriels majeurs

Elaboration et mise en œuvre de la politique financière, fiscale et budgétaire ;
 Maîtrise des grands équilibres financiers et monétaires ;
 Gestion et suivi-évaluation des aides extérieures ;
 Contribution à l'harmonisation de la coopération avec les bailleurs de fonds ;
 Gestion de la tutelle financière des institutions, des établissements publics et des sociétés à participation publique ;
 Modernisation de la gestion des finances publiques.

Détails par Programme**Programme 013 : Administration et Coordination****> Objectif 013-1 : CONTRIBUER A PILOTER LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
TAUX DES AGENTS MOTIVES ET EFFICACES	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 013-2 : AMÉLIORER LA TRANSPARENCE ET L'EFFICACITÉ DE LA DIN

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
TAUX D'ACCROISSEMENT DES RECETTES DE LA DIN	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 013-3 : AMÉLIORER LE PILOTAGE, SOUTIEN ET GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
POURCENTAGE DE MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES	Pourcentage	100	100	100	100
POURCENTAGE DES DOCUMENTS, COMPTES RENDUS, RAPPORTS, INFORMATIONS MISE EN PLACE	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 013-4 : RENFORCER LE SYSTÈME STATISTIQUE

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
INFORMATIONS ET DONNÉES À JOUR ET FIABLES MISES À DISPOSITION DES ACTEURS DE DÉVELOPPEMENT	Nombre	5	5	5	5
INFORMATION ET PUBLICATION DES RÉSULTATS DES ÉTUDES STATISTIQUES	Nombre	12	12	12	12

> Objectif 013-5 : ASSURER UN SYSTÈME DE MARCHÉ PUBLIC EFFICIENT ET RESPECTUEUX DES TEXTES EN VIGUEUR

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
NOMBRE D'ENTITÉS CONTRÔLÉES A POSTERIORI	Nombre	>300 entités	>450 entités	>450 entités	>450 entités
TAUX DE MARCHÉ ACCORDÉS PAR RAPPORT AU TOTAL	Pourcentage	80	80	80	80

> Objectif 013-6 : AMÉLIORER LA COORDINATION ADMINISTRATIVE

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
TAUX D'EXÉCUTION DU PLAN ANNUEL DE FORMATION	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 013-7 : AMÉLIORER LE PILOTAGE ET LE SOUTIEN

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 013-8 : AMÉLIORER LE PILOTAGE DE LA RÉFORME

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
TAUX DE LA RÉFORME MISE EN PLACE	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 013-9 : DÉFINIR LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
NOMBRE DE CADRAGES MACROÉCONOMIQUES ÉLABORÉS	Nombre	2	-	-	-
NOMBRE DE POLICY BRIEF	Nombre	2	-	-	-
NOMBRE DE RAPPORTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS PUBLIÉS	Nombre	1	-	-	-
TAUX D'OPÉRATIONNALISATION ET MISE À JOUR DU PORTAIL SOCIOÉCONOMIQUE	Pourcentage	100	-	-	-

> Objectif 013-A : CONCEVOIR, DÉVELOPPER ET METTRE EN ŒUVRE LES MÉTHODOLOGIES, MÉCANISMES ET OUTILS DE PLANIFICATION ET DE SUIVI ÉVALUATION

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
EVOLUTION DU SCORE CPIA	Nombre	3.5	-	-	-
	Nombre	8	-	-	-

NOMBRE DE DOCUMENTS DE PLANIFICATION NATIONALE, RÉGIONALE ET INTERNATIONALE ÉLABORÉS ET PRIORISÉS

TAUX DES PIP ANALYSÉS SUIVANT LE NOUVEAU MANUEL GIP	Pourcentage	100	-	-	-
TAUX D'OPÉRATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	Pourcentage	100	-	-	-
TAUX D'OPÉRATIONNALISATION ET DE MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES AMP	Pourcentage	100	-	-	-

Programme 114 : Gestion du Budget

> Objectif 114-1 : Assurer une gestion budgétaire Performante et transparente

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Notation de Madagascar en matière de transparence (IBO)	Sur 100	50/100	60/100	65/100	70/100
Taux de CTD Appuyées et formées sur les règles et le processus budgétaire	Pourcentage	80	85	90	95
Taux d'EPN disposant de documents budgétaires à jour	Pourcentage	90	92	94	96
Taux d'exécution des dépenses publiques	Pourcentage	92	94	96	98

> Objectif 114-2 : Assurer une gestion rationnelle du Patrimoine de l'Etat

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Disponibilité des données sur la quantité, l'état physique et la valeur des patrimoines de l'État	Pourcentage	35	60	75	90
Nombre de textes et manuels relatifs aux procédures en comptabilité des matières mis en place	Nombre	2	0	1	1

Programme 115 : Gestion Fiscale

> Objectif 115-1 : Assurer la mobilisation des recettes fiscales

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de contribuables fiscalement identifiés	Nombre	2 250 000	2 350 000	2 500 000	2 750 000
Taux de recettes fiscales intérieures (RFI) recouvrées par rapport aux prévisions	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 116 : Douanes

> Objectif 116-1 : Accroître les recettes douanière pour la période 2024-2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'accroissement annuel du montant des recettes Douanières	Pourcentage	11	15	15	15

Programme 117 : Trésor

> Objectif 117-1 : ASSURER LA SÉCURISATION DES FONDS, TITRES ET VALEURS PUBLICS

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Niveau d'extension de la couverture des communes	Pourcentage	8.56	8.56	9.14	9.62
Nombre d'agents du Trésor formés pour permettre la mobilité interne et la gestion des compétences	Nombre	10	10	10	10
Part des dépenses dont le paiement est dématérialisé	Pourcentage	75	75	75	75
Pourcentage de bâtiments abritant les postes comptables réunissant les conditions de base de sécurité et d'hygiène	Pourcentage	62.99	66.93	70.08	73.95
Pourcentage des agents du Trésor appartenant aux corps techniques	Pourcentage	30.59	31.62	31.62	31.62
Pourcentage des dépenses obligatoires relatives à la sécurisation des fonds publics mandatés et régularisés	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de désengorgement de la PGA	Pourcentage	39.91	43.62	43.62	43.62

> Objectif 117-2 : RENFORCER LA GESTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE DES ORGANISMES PUBLICS ET DES SOCIÉTÉS À PARTICIPATION PUBLIQUE

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Délais de production des rapports d'exécution budgétaire (OGT) en cours d'année	Jour	60	60	60	60
Respect des échéances de paiement du service de la dette	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de prévalence des détournements du réseau comptable direct du Trésor	Pourcentage	<3	<3	<3	<3
Taux de réalisation des activités d'appui aux missions de la DGT	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de recouvrement des recettes non fiscales incombant au Trésor Public	Pourcentage	100	100	100	100
Niveau d'endettement du Gouvernement Central	Ariary	Plafond d'endettement LF 2024	Plafond d'endettement LF 2025	Plafond d'endettement LF 2026	Plafond d'endettement LF 2027
Pourcentage de processus de la Direction Générale du Trésor adoptant la démarche qualité	Pourcentage	30	40	50	60

Rapport consolidé sur les sociétés à participation de l'Etat n-2	Logique	Oui	Oui	Oui	Oui
Rapport entre le remboursement de Capital et le Tirage de BTA et de BTF	Pourcentage	<1	<1	<1	<1
Régularité et respect des délais pour la production de comptes de gestion de l'Etat	Pourcentage	100	100	100	100
Régularité et respect des délais pour la production de la loi de règlement	Années	2 022	2 023	2 024	2 025
Régularité et respect des délais pour la production des comptes de gestion des CTD	Pourcentage	100	100	100	100
Régularité et respect des délais pour la production des comptes de gestion des EPN	Pourcentage	95	95	95	95

> **Objectif 117-3 : DÉVELOPPER LES SERVICES FINANCIERS**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Niveau de contrôle des organismes sous tutelle du MEF	Pourcentage	60	60	60	60
Nombre de points d'accès pour 10 000 adultes au niveau national	Nombre	148.5	166.5	184.5	202.5
Taux de contribution à la mise en œuvre de la politique et des projets liés au secteur financier	Pourcentage	40	40	40	40
Taux de régularité des opérations en capital et financières, exportations et importations	Pourcentage	>86	>87	>88	>89

Programme 129 : Contrôle Budgetaire et Financière

> **Objectif 129-1 : Renforcer le contrôle des Finances Publiques**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Délai moyen de traitement des dossiers de demande de visa	Heures	72	72	72	72
Taux d'infraction de gestion et de détournement constaté par le CF par rapport aux crédits mandatés contrôlés	Pourcentage	50	50	50	50

Programme 130 : Gestion Financière du Personnel de l'Etat

> **Objectif 130-1 : Promouvoir une gestion performante des effectifs du personnel de l'Etat et de la masse salariale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution de la masse salariale par rapport aux prévisions	Pourcentage	95	95	95	95
Taux d'intégration des modules de la solde et des pensions dans AUGURE	Pourcentage	65	80	100	100
Taux d'utilisation des postes budgétaires	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 146 : Gestion des opérations budgétaires transversales

> **Objectif 146-1 : Assurer une gestion performantes du budget transversal de l'Etat**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Traitement et mandatement des dossiers de prise en charge accordés par les autorités supérieures	Nombre	5 513	6 065	6 671	6 727
Traitement et mandatement des dossiers de prise en charge des soins médicaux	Nombre	2 872	3 159	3 475	3 504

Programme 803 : Action sociale et développement

> **Objectif 803-1 : Contribuer à la lutte contre la pauvreté par des appuis transversaux au développement économique et social**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de projets Instruits	Nombre	(vide)	6	6	6
Nombre de projets réalisés	Nombre	1	6	7	8

> Défis sectoriels majeurs

Conception, pilotage, suivi et analyse de la politique de l'Etat en matière de gestion et de développement économiques conformément à la Politique Générale de l'Etat pour la refondation (PGE-R);

Planification, Coordination et Suivi-évaluation des programmes de développement du pays à moyen et long terme à tous les niveaux et coordination de la coopération au développement;

Contribution au pilotage de l'économie et à la maîtrise des grands équilibres économique.

Détails par Programme**Programme 014 : Administration et Coordination****> Objectif 014-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 014-2 : Gérer rationnellement et efficacement les ressources

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 626 : Economie et Planification**> Objectif 626-1 : DÉFINIR LES ORIENTATIONS STRATÉGIQUES DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
NOMBRE DE CADRAGES MACROÉCONOMIQUES ÉLABORÉS	Nombre	0	2	2	2
NOMBRE DE POLICY BRIEF	Nombre	0	2	2	2
NOMBRE DE RAPPORT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER PUBLIÉ	Nombre	0	1	1	1
TAUX D'OPÉRATIONNALISATION ET MISE À JOUR DU PORTAIL SOCIOÉCONOMIQUE	Pourcentage	0	100	100	100

> Objectif 626-2 : CONCEVOIR, DÉVELOPPER ET METTRE EN OEUVRE LES MÉTHODOLOGIES, MÉCANISMES ET OUTILS DE PLANIFICATION ET DE SUIVI ÉVALUATION

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
EVOLUTION DU SCORE CPIA	Nombre	0	3.5	3.5	3.5
NOMBRE DE DOCUMENTS DE PLANIFICATION NATIONAL, RÉGIONAL ET INTERNATIONAL ÉLABORÉS ET PRIORISÉS	Nombre	0	8	8	8
TAUX DES PIP ANALYSÉS SUIVANT LE NOUVEAU MANUEL GIP	Pourcentage	0	100	100	100
TAUX D'OPÉRATIONNALISATION DE LA BASE DE DONNÉES DU SNISE	Pourcentage	0	100	100	100
TAUX D'OPÉRATIONNALISATION ET MISE À JOUR DE LA BASE DE DONNÉES AMP	Pourcentage	0	100	100	100

> Défis sectoriels majeurs

Amélioration des conditions de travail et de l'accès à la protection sociale des travailleurs Malagasy

Détails par Programme**Programme 838 : Promotion du travail décent et des droits fondamentaux au travail****> Objectif 838-1 : Promouvoir l'accès à un emploi décent pour tous, y compris pour les travailleurs informels de 2024 à 2030**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de travailleurs qui ont intégré le secteur formel	Pourcentage	5%	10%	15%	20%
Nombre de travailleurs migrants orientés vers la voie régulière	Nombre	5 000	5 400	5 600	6 000

> Objectif 838-2 : Renforcer le pilotage de l'Administration et de l'Inspection du travail de 2024 à 2030

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de textes validés disponibles	Pourcentage	25%	50%	75%	100%
Taux de contrôles effectués sur les PDFT	Pourcentage	25%	50%	75%	100%

> Défis sectoriels majeurs

Mise en place du standard de service déterminant les offres du service, les pièces à fournir, le délai de traitement et le circuit des dossiers ;
 Renforcement de la sécurisation de l'organisation des concours administratifs ;
 Digitalisation du traitement des dossier des agents de l'État ;
 Digitalisation du traitement des équivalences administratives ;
 Accélération du traitement des dossiers des agents de l'Etat.

Détails par Programme**Programme 015 : Administration et Coordination****> Objectif 015-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 015-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	0	100	100	100

Programme 144 : Réforme de la fonction publique**> Objectif 144-1 : Appuyer l'ensemble des départements ministériels et institutionnels en vue d'une gestion optimale des services publics de 2024 à 2030**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de disponibilité et d'utilisation effective des outils GPEEC dans l'ensemble des Départements ministériels et institutionnels	Pourcentage	25%	25%	25%	25%
Nombre des projets de réformes mis en oeuvre pour le besoin des usagers des services publics	Nombre	25	6	6	6

> Objectif 144-2 : Respecter les principes d'accès à la Fonction publique de 2024 à 2029

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de concours Administratifs respectant les principes d'accès à la FOP et les normes requises	Nombre	15	8	8	8
Taux des lauréats des concours administratifs ayant suivis de formations initiales effectives	Pourcentage	100%	100%	100%	100%

Programme 145 : Gestion des ressources humaines de l'Etat**> Objectif 145-1 : Accélérer le traitement des dossiers au niveau de la fonction publique de 2024 à 2026**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de dossiers RH traités annuellement	Nombre	7 000	7 500	7 900	8 200
Nombre de dossiers d'équivalences administratives des tritres liquidés mensuellement en hausse	Nombre	7 000	7 000	7 000	7 000

> Objectif 145-2 : Augmenter les agents de l'Etat bénéficiaires d'une formation continue ou de perfectionnement et en éthique professionnelle de 2024 à 2029

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'agents bénéficiant d'une formation continue et de perfectionnement	Nombre	200	875	1 000	1 200
Nombre d'agents formés en éthique professionnelle	Nombre	600	900	1 350	2 015

> Défis sectoriels majeurs

Préservation des emplois affectés par les crises, création d'opportunités pour les jeunes, les femmes et les groupes vulnérables, articulation formation-placement avec les besoins des territoires et modernisation de la gouvernance du marché du travail.

Détails par Programme**Programme 624 : Promotion de la croissance économique par l'emploi décent****> Objectif 624-1 : Améliorer l'intermédiation du marché du travail dans un cadre de meilleure gouvernance de l'emploi de 2024 à 2030**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de personnes en quête d'emploi sensibilisées sur le REM-Ma	Nombre	7 000	7 175	7 350	7 725
Nombre de placements effectués	Nombre	4 880	1 000	1 500	2 000

> Objectif 624-2 : Favoriser la création d'emplois décents pour les jeunes et les groupes les plus vulnérables de 2024 à 2030

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de demandeurs d'emploi formés sur la technique de recherche d'emploi	Nombre	129 100	3 100	2 850	5 450
Nombre d'emplois décents créés	Nombre	12 400	62 100	72 700	17 300

> Défis sectoriels majeurs

Soutenir les entreprises et créer des emplois

Détails par Programme

Programme 051 : Administration et Coordination

> Objectif 051-1 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 051-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 605 : Industrie

> Objectif 605-1 : Doter Madagascar d'un tissu industriel dynamique et compétitif

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Augmentation du taux de production locale d'éthanol combustible	Pourcentage	5	5	10	25
Nombre d'emplois créés	Nombre	15 390	3 300	3 600	4 200

Programme 621 : Développement du Secteur Privé

> Objectif 621-1 : Bâtir une infrastructure résiliente

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'emplois créés	Nombre	45 000	33 750	33 750	33 750

> Objectif 621-2 : Promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Augmentation du taux de production locale des produits stratégiques	Pourcentage	25	15	25	40

> Défis sectoriels majeurs

Assurer la création d'emplois décents et viables à travers l'Artisanat;

Renforcer les bases de la transformation durable de l'Artisanat malagasy pour créer des entreprises artisanales résilientes.

Détails par Programme**Programme 071 : Administration et Coordination****> Objectif 071-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 071-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Performance du Ministère	Taux (%)	100	-	-	-
Taux de réalisation	Pourcentage	100	-	-	-
Nombre de formations du personnel organisées	Nombre	4	4	4	4

Programme 616 : Artisanat**> Objectif 616-1 : Renforcer les bases de la transformation durable de l'Artisanat malagasy pour créer des entreprises artisanales résilientes**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Emplois décents et viables créés	Nombre	150 000	-	-	-
Valeur annuelle de l'exportation	Million d'Euro	32 000	33	34	35
Nombre de jeunes, femmes, artisans formés, accompagnés et perfectionnés	Nombre	250	500	750	1 250

> Défis sectoriels majeurs

Atteindre 500 000 touristes en 2027;
Créer environ 500 chambres supplémentaires respectant les normes en 2028;
Création de plus de 15 000 emplois directs dans le tourisme jusqu'en 2028.

Détails par Programme**Programme 040 : Administration et Coordination****> Objectif 040-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Delai de traitement des dossiers administratifs	Heures	72	-	-	-
Taux d'exécution	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 040-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Performance du Ministère	Pourcentage	100	-	-	-
Nombre de formations du personnel organisées	Nombre	4	4	4	4

Programme 625 : Développement du Tourisme**> Objectif 625-1 : Augmenter le nombre de touristes internationaux de 132 000 en 2022 à 1 000 000 en 2028**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Arrivés touristiques internationaux	Nombre	62 533	400 000	500 000	1 000 000
Délai de délivrance des agréments touristiques	NOMBRE DE JOUR	50	40	30	20
Nombre de réunions entre acteurs (Public/Privés)	Nombre	30	36	40	44

> Objectif 625-2 : Augmenter les emplois directs liés au tourisme de 52 000 en 2022 à 70 000 en 2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'établissements formalisés	Nombre	500	300	400	500
Nombre de guides formels répertoriés	Nombre	1 500	2 000	2 500	3 000
Nombre d'établissements et entreprises touristiques créés	Nombre	550	650	770	850

> Défis sectoriels majeurs

- Axe 1. Stabilisation des prix et sécurisation de l'approvisionnement
- Axe 2. Protection des consommateurs, formalisation et transparence des circuits
- Axe 3. Concurrence saine, lutte contre les monopoles et mesures correctives
- Axe 4. Relance et diversification des filières exportatrices
- Axe 5. Accès aux marchés, facilitation des échanges et compétitivité
- Axe 6. Qualité des produits et services, conformes aux normes et fiables
- Axe 7. Pilotage, digitalisation, intelligence économique et redevabilité

Détails par Programme**Programme 037 : Administration et Coordination****> Objectif 037-5 : Améliorer le pilotage et le soutien**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux des missions de contrôle	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 037-6 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 614 : Commerce Intérieur**> Objectif 614-1 : Réguler le marché et Promouvoir une concurrence saine et équitable**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Sécuriser l'approvisionnement des PPN sur le marché	Pourcentage	100	100	100	100
Assainir la concurrence et formaliser les acteurs	Nombre	24	30	35	40

> Objectif 614-2 : Protéger les consommateurs et structurer le marché

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Moderniser la protection des consommateurs et lutter contre la fraude et les produits dangereux	Nombre	1	1	1	1

Programme 615 : Commerce Extérieur**> Objectif 615-2 : Intégration aux marchés internationaux et valorisation des exportations**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Développer, diversifier et promouvoir les exportations	Nombre	3	3	3	3
Faciliter l'accès aux marchés internationaux et améliorer la compétitivité des exportateurs	Nombre	4	4	4	4

> Défis sectoriels majeurs

Accès à l'information publique.
Régulation des médias et garantie de la liberté de la presse.
Développement des infrastructures de la communication.

Détails par Programme**Programme 030 : Administration et Coordination****> Objectif 030-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	98	98	98	98
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 030-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	100%	100%	100%	100
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100%	100%	100%	100

Programme 212 : Média**> Objectif 212-1 : Améliorer l'environnement structurels de médias**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombres d'antennes régionales opérationnelles	Nombre	1	2	3	4
Taux de migration vers la TNT	Pourcentage	20	40	60	80

> Objectif 212-2 : Rendre compétitif le média public

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de cursus de formation organisés pour rendre les médias publics compétitifs	Nombre	24	48	72	96
Taux de satisfaction des populations aux services des médias publics	Pourcentage	46	69	92	115

Programme 213 : Développement des infrastructures Radio et Télévision**> Objectif 213-1 : Améliorer les infrastructures radios**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de fonctionnalité des antennes radio	Pourcentage	75	80	85	90

> Objectif 213-2 : Améliorer les infrastructure TV

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de couverture TV fonctionnelle	Pourcentage	60	70	80	90

> Défis sectoriels majeurs

Préservation et valorisation du patrimoine culturel.
Promotion de la création artistique.
Accès de tous à la culture.

Détails par Programme**Programme 073 : Administration et Coordination****> Objectif 073-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 073-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 831 : Culture**> Objectif 831-1 : Améliorer et protéger les biens culturels**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de contrôles effectués à l'endroit des biens culturels	Nombre	13	16	19	22
Nombre des sites culturels réhabilités	Nombre	5	7	9	11

> Objectif 831-2 : Promouvoir l'environnement culturel

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de centres culturels fonctionnels	Nombre	12	15	18	21
Nombre d'événements culturels réalisés	Nombre	2	3	4	5

> Défis sectoriels majeurs

Les priorités du MinASA visent la transformation agricole autour de cinq axes : proximité, compétitivité, mise à l'échelle, sécurité alimentaire et intégration de l'action publique.

Les actions prioritaires incluent le déploiement de vulgarisateurs, l'accès aux intrants, le développement de l'irrigation, l'appui aux jeunes agripreneurs, la mise en place de banques alimentaires et le renforcement de la coordination, afin d'accroître production, revenus et souveraineté alimentaire.

Détails par Programme**Programme 080 : ADMINISTRATION ET COORDINATION****> Objectif 080-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	60	70	80	90

> Objectif 080-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 411 : AGRICULTURE**> Objectif 411-1 : Augmenter la production agricole**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Production rizicole annuelle (paddy)	Tonnes	4 680 000	5 200 000	5 700 000	6 000 000

> Objectif 411-2 : Promouvoir une agriculture durable et certifiée

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'augmentation de la production nationale de produits biologiques certifiés	Pourcentage	10	20	20	20

Programme 414 : SOUVERAINETE ALIMENTAIRE**> Objectif 414-1 : Garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'accès alimentaire de la population vulnérable aux alentours des banques alimentaires	Pourcentage	0	10	50	60

> Objectif 414-2 : Développer l'agribusiness et l'entrepreneuriat agricole

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'augmentation des jeunes entrepreneurs dans l'agribusiness	Pourcentage	5	10	20	25

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement de la croissance durable de la productivité animale;

Durabilité économique et résilience du secteur élevage par la sécurisation de la rentabilité des investissements face aux contraintes sanitaires et climatiques.

Détails par Programme**Programme 081 : Administration et Coordination****> Objectif 081-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du Budget	Pourcentage	85%	90%	95%	100%
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	40%	50%	60%	70%

> Objectif 081-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	40%	60%	80%	100%

Programme 415 : Promotion de l'élevage**> Objectif 415-1 : Contribuer à l'amélioration durable de la productivité animale et de la résilience des systèmes d'élevage à travers des appuis structurés aux éleveurs locaux**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
taux d'augmentation de la production animale	Pourcentage	30%	50%	75%	90%

> Objectif 415-2 : Garantir la pérennité et la rentabilité des investissements en élevage par la mise en place d'un programme sanitaire de vaccination et de déparasitage

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
taux de couverture vaccinale	Pourcentage	40%	60%	70%	90%
Taux de déparasitage	Pourcentage	30%	55%	65%	80%

> Défis sectoriels majeurs

Protection durable des ressources naturelles et de la biodiversité, en renforçant la gouvernance environnementale et la résilience face au changement climatique, tout en améliorant les conditions de vie des populations.

Détails par Programme**Programme 017 : Administration et Coordination****> Objectif 017-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan annuel de formation	Pourcentage	55	60	60	60

> Objectif 017-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100
Bâtiment administratif régional construit fonctionnel	Nombre	0	1	1	1

Programme 701 : Gestion durable des ressources naturelles**> Objectif 701-1 : Augmenter la superficie forestière nationale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation des pépinières	Pourcentage	100	-	-	-
Taux de réalisation du reboisement	Pourcentage	100	-	-	-
Taux de réduction feux de brousse /feux de forêt	Pourcentage	10.4	10	10	10
Taux de réalisation de plantation sylvicole	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 701-2 : Réduire les trafics illicites des ressources naturelles

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de dossiers d'infractions traités	Pourcentage	60	70	80	90

Programme 704 : Maintien des fonctions écologiques des écosystèmes malagasy**> Objectif 704-1 : Promouvoir la contribution du secteur environnement au développement économique**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'emplois verts décentés créés /Nombre de projet appuyés	Nombre	45	60	60	60

> Objectif 704-2 : Réduire les différentes formes de pollution

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de mises en conformités des investissements, permis / autorisation environnementaux (PREE) délivrées	Nombre	60	70	70	70
Nombre de centres de tri et de valorisation de déchets opérationnels	Nombre	1	1	1	1

> Défis sectoriels majeurs

Détails par Programme

Programme 061 : Administration et Coordination

> Objectif 061-1 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	-	-	-
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	60	-	-	-

> Objectif 061-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	-	-	-

Programme 411 : Agriculture

> Objectif 411-1 : Atteindre l'autosuffisance en riz

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Gain de superficie fonctionnelle de Périmètres irrigués issue de réhabilitations et de nouveaux aménagements	Hectare	26 000	-	-	-
Nombre de jeunes entrepreneurs installés à travers les titres verts	Nombre	-	-	-	-
Production rizicole annuelle (paddy)	Tonnes	6 050 000	-	-	-

> Objectif 411-2 : Moderniser l'agriculture et développer l'agribusiness

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de jeunes entrepreneurs installés à travers les titres verts économiques	Nombre	4 900	-	-	-
Quantité de produits agricoles transformés	Tonnes	120 000	-	-	-
Quantité de produits biologiques mis sur le marché	Tonnes	-	-	-	-

Programme 412 : Elevage

> Objectif 412-1 : Atteindre l'autosuffisance en protéine animale

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre additionnel de volailles produits pour alimenter les marchés locaux	Nombre	1 435 300	-	-	-
Nombre de fermes pilotes de volailles appuyées	Nombre	15	-	-	-
Quantité additionnelle de lait produite	Litre	79 950 000	-	-	-
Quantité additionnelle de miel produite	Kilogramme	45 000	-	-	-
Quantité additionnelle de viande certifiée écoulée sur le marché	Tonnes	27 500	-	-	-

> Objectif 412-2 : Moderniser les filières d'élevage tournées vers le marché

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'abattoirs aux normes opérationnels	Nombre	1	-	-	-
Taux d'augmentation nationale de la pratique de l'insémination artificielle pour la production animale	Pourcentage	10	-	-	-

> Défis sectoriels majeurs

Amélioration de la gouvernance du secteur (transparence),
 Amélioration de la production issue de la pêche et de l'aquaculture,
 Conservation et restauration de la biodiversité et de l'environnement,
 Réduction de la pêche INN à travers l'amélioration de la surveillance des pêches et la collecte de commercialisation des produits halieutiques,
 Promotion de l'Économie Bleue et la gouvernance de l'Océan à travers une coopération régionale et la mobilisation de financement.

Détails par Programme**Programme 033 : Administration et Coordination****> Objectif 033-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 033-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	-	-	-
Taux de Mission de contrôle réalisé	Pourcentage	100	100	100	100
Taux de Mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 408 : Développement de la pêche et des ressources halieutiques**> Objectif 408-1 : Accroître la production de la pêche et de l'aquaculture**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Quantité de Produit de la pêche et des ressources halieutiques	Tonnes	170 000	170 000	172 000	175 000

> Objectif 408-2 : Promouvoir l'Économie Bleue et la gouvernance de l'Océan

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de plans d'aménagement maritime opérationnels	Nombre	4	4	5	6
Nombre d'emploi crée de l'économie bleue	Nombre	1 000	2 000	2 000	2 500

> Défis sectoriels majeurs

Planification nationale de production et de développement des réseaux ;
 Hybridation solaire avec stockage des centrales thermiques ;
 Accélération de la mise en œuvre des projets hydroélectriques (Ranomafana, Sahofika, Volobe) ;
 D'ici 2030, connexion de 17,7 millions de personnes via JIRAMA et mini-réseau pour atteindre 80% de taux d'accès à l'électricité ;
 Mise en œuvre du plan de redressement financier et technique de la JIRAMA .

Détails par Programme**Programme 031 : Administration et coordination****> Objectif 031-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 203 : Développement des infrastructures électriques et des ressources d'énergie locales**> Objectif 203-1 : Augmenter l'accès à l'électricité et aux bio-énergie**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre des ménages utilisant les alternatives au Bois énergie pour la cuisson	Nombre	600 000	800 000	1 000 000	1 200 000
Taux d'accès à l'électricité	Pourcentage	40	45	55	60

> Objectif 203-2 : Développer les infrastructures électriques et ressources d'énergie locale

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Kilomètre d'infrastructures de transport et de distribution construites et réhabilitées	Kilomètre	374	156	470	566
Nombre d'infrastructures de production construites et réhabilitées	Nombre	25	24	17	15

> Défis sectoriels majeurs

Sécurisation de l'approvisionnement national en produits pétrolier sur l'ensemble du territoire;
 Promotion des normes élevées de sécurité et de protection de l'environnement conformément aux exigences de Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement ;
 Sécurisation des recettes de l'Etat générées dans la chaîne d'approvisionnement des produits pétroliers;
 Instauration de l'équité de toutes les localités du pays en termes de disponibilité des services de distribution des produits pétroliers.

Détails par Programme**Programme 204 : Développement du secteur pétrolier et des biocarburants****> Objectif 204-1 : Appui au développement de la filière des biocarburants ou « carburants alternatifs »**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Unité de production de biocarburants installée	Mètre Cube	320	10 000	20 000	30 000
Volume de biocarburants utilisés	Mètre Cube	120	10 000	20 000	30 000

> Objectif 204-2 : Développer le secteur pétrolier aval

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'infrastructures pétrolières mises en place	Nombre	7	10	10	10
Taux de pénétration du Gaz de Pétrole Liquéfié dans le marché	Pourcentage	3	6	8	10

> Défis sectoriels majeurs

Assurer un accès universel à l'eau potable et à des installations sanitaires adéquates d'ici 2030 en développant des infrastructures adaptées et en mobilisant les acteurs clés du secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH),

Garantir la pérennité des ressources et la sécurité sanitaire face au changement climatique, en mettant en œuvre la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) pour anticiper l'étiage.

Détails par Programme**Programme 032 : Administration Et Coordination****> Objectif 032-1 : Améliorer la coordination administrative permettant de mieux répondre aux exigences de performance dans l'accomplissement des missions assignées**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'augmentation budgétaire pour le secteur EAH	Pourcentage	95	100	100	100

> Objectif 032-2 : Améliorer le pilotage, le soutien et le suivi de la mise en œuvre des stratégies et politiques publiques relatives au secteur EAH

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de convention ou accord de partenariats	Nombre	4	4	4	4
Taux de mise en œuvre de la PSEAH	Pourcentage	60	65	70	75

Programme 223 : Accroissement de l'accès aux infrastructures d'assainissement et d'hygiène**> Objectif 223-1 : Améliorer l'accès de tous à des services d'Assainissement adéquats de 20,5% en 2024 à 27,2% de 2025 à 2030**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de système de gestion des déchets en assainissement amélioré à Madagascar et dans les villes basses les plus affectées par les inondations	Pourcentage	9	9	14	19
Taux de population malagasy vivant dans des conditions sanitaires et environnementales en utilisant des infrastructures d'assainissement durable	Pourcentage	21.7	22	23.5	26

> Objectif 223-2 : Augmenter le nombre de population adoptant les bonnes pratiques d'hygiène

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre des institutions labellisées Amies de WASH	Nombre	153	-	-	-
Taux de morbidité et/ou de mortalité lié aux mauvaises pratiques d'hygiène	Pourcentage	2.5	-	-	-
Taux d'accès des institutions et lieux publics aux services d'hygiène	Pourcentage	20	25	35	45
Taux d'accès de la population aux services d'hygiène	Pourcentage	30	44	58	72

Programme 224 : Développement de l'accès à l'eau**> Objectif 224-1 : Accroître le taux d'accès au service d'Eau de la population à l'Eau de 54,5% en 2023 à 100% de 2024 à 2030**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de la population ayant accès au service d'eau	Pourcentage	58	60	62	66

> Objectif 224-2 : PROMOUVOIR LA GESTION DURABLE DES RESSOURCES EN EAU

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'outil et de documents de référence nationale élaborés ou mis à jour	Nombre	2	7	4	8
Pourcentage d'infrastructures résistantes aux aléas climatiques	Pourcentage	5	10	15	20

> Défis sectoriels majeurs

Accroissement des retombées économiques pour l'État et les territoires.

Détails par Programme**Programme 019 : Administration et Coordination****> Objectif 019-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Formations et renforcement de capacités (internes et externes)	Nb d'agents béné	40	50	60	70
Marchés réalisés	Nb/an	190	-	-	-
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	96	97	98	98

> Objectif 019-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de nouvelles structures opérationnelles	Nb/an	4	2	4	-
Rapport d'Audit	Nb/an	2	-	-	-
Rapport d'avancement et rapport annuel	Nb/an	2	2	2	2
Rapport de suivi des activités et de réalisations	Nb/an	2	-	-	-
Session de vulgarisation	Nombre	50	-	-	-

Programme 609 : Développement du secteur Minier**> Objectif 609-1 : Accroître la gestion rationnelle du Secteur Minier**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Montant des recettes minières	Millions Ariary	228 000	120 000	127 500	128 500
Nombre annuel d'exploitants formalisés	Nombre	10 000	15 000	15 000	20 000

> Objectif 609-2 : Maîtriser la chaîne de valeur de la filière Or

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Tonne d'or acquis et exportés dans le circuit formel	Tonnes	4	5	6	7

> Défis sectoriels majeurs

Réduction de la fracture numérique sur l'ensemble du territoire national.

Détails par Programme**Programme 078 : Administration et Coordination****> Objectif 078-1 : Assurer la gestion rationnelle et rentable des ressources humaines, financières et matérielles**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de satisfaction des utilisateurs	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 214 : Appui à l'extension de la couverture postale**> Objectif 214-1 : Améliorer la couverture postale**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre des opérateurs formels	Nombre	3	3	6	9

> Défis sectoriels majeurs

Réduction de la fracture numérique sur l'ensemble du territoire;
 Digitalisation des services publics (E- Gouvernement);
 Réduction du chômage et renforcement de l'économie digitale locale par la valorisation des compétences.

Détails par Programme**Programme 225 : Appui et orientation stratégique – Capital humain****> Objectif 225-1 : Assurer le pilotage, la coordination et le soutien**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'emplois créés	Nombre	3 000	0	3 000	4 500
Taux de satisfaction des bénéficiaires	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 225-2 : Renforcer les compétences numériques des jeunes malgaches afin d'améliorer leur employabilité et de soutenir le développement du capital humain dans le secteur numérique

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de personnes formées et recrutées sur les métiers BPO dans le cadre du projet ASANAI	Nombre	0	500	1 000	1 300
Nombre de formés en compétences numériques avancées dans le cadre du projet DECIM	Nombre	0	200	2 000	3 500

> Objectif 225-3 : Encourager l'innovation locale, soutenir les startups

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de Digital center mis en place	Nombre	0	2	2	2
Nombre de startups numériques financés dans le cadre du programme Miary Digital	Nombre	0	26	0	0

Programme 226 : Transformation numérique des services publics et vulgarisation des TIC**> Objectif 226-1 : Modernisation et renforcement des infrastructures dans le secteur Télécoms**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de hotspots déployés	Nombre	100	100	200	300
Taux de couverture réseau 4G sur le territoire national	Pourcentage	75	80	85	90

> Objectif 226-2 : Modernisation de l'Administration et lutte anti-corruption

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de carnets avec QR code distribués	Nombre	5 920 000	0	0	0
Nombre de systèmes d'informations interopérables et fonctionnels	Nombre	18	26	35	38

> Défis sectoriels majeurs

Préserver le patrimoine routier par l'Entretien, la réhabilitation, la construction des infrastructures routières respectant la norme en vigueur tout en veillant à la résilience aux aléas climatiques.

Mettre en œuvre des actions anticipatoires à travers la prévention des risque de coupure et ou accidents causés par l'état des infrastructures routières et ses dépendances impactés par les aléas climatiques.

Détails par Programme**Programme 020 : Administration et Coordination****> Objectif 020-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 020-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100
Pourcentage des travaux intégrant l'EIES et ou PREES	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 220 : Entretien des réseaux routiers**> Objectif 220-1 : Préserver le patrimoine routier faces aux dégradation accrues et actes de vandalisme**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Km des RN Revêtues bénéficiant l'entretien courant	Kilomètre	9 420.35	9 420.35	11 000	13 000
Km des RN bénéficiant l'entretien Périodique	Kilomètre	1 266.6	1 266.6	1 500	1 600
Nbre d'ouvrage bénéficiant l'entretien courant	Unité	20	20	50	150
Nbre d'ouvrage bénéficiant l'entretien périodique	Unité	63	63	80	90

Programme 221 : Modernisation des infrastructures routières**> Objectif 221-1 : Désenclaver le milieu rural et les zones de production à travers un réseau de routes et de pistes rurales**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Kilomètres des réseaux routiers et des pistes rurales réhabilités	Kilomètre	150	300	250	350
Taux communes accessibles	Pourcentage	75	80	80	80
Km des routes nouvellement construite	Kilomètre	18	79	64	203

Programme 222 : Intervention d'urgence sur les réseaux routiers**> Objectif 222-1 : Réduire la coupure de circulation avant et après passage des cataclysmes naturels**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Mètre Linéaire de pont métallique modulaire installé	Millilitre	400	600	600	500
Nombre de points de coupure rétablis	Nombre	250	250	250	150

> Défis sectoriels majeurs

Accélérer le développement et la modernisation des infrastructures de transport en renforçant les investissements, la maintenance, la sécurité et la gouvernance, afin de garantir des infrastructures résilientes, inclusives et favorables à l'innovation.

Détails par Programme**Programme 022 : Administration et Coordination****> Objectif 022-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 022-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
TAUX D'EXÉCUTION DU PLAN ANNUEL DE FORMATION	Pourcentage	100	-	-	-
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 208 : Transports Routier et Ferroviaire**> Objectif 208-1 : Redynamiser le transport ferroviaire**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de passagers transportés	Nombre	60 000	65 000	70 000	75 000
Volume de marchandises transportés	Tonnes	130 000	135 000	140 000	145 000

> Objectif 208-2 : Sécuriser le transport pour améliorer la circulation des biens et des personnes

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de campagne de sensibilisation réalisée	Unité	6	6	6	6
Nombre d'infrastructures routières mises aux normes	Nombre	4	1	4	4

Programme 209 : Transports Maritime, Fluvial et Aérien**> Objectif 209-1 : Développer les infrastructures de transport maritime et fluvial**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de ports maritime réhabilités et/ou aménagés	Nombre	2	2	2	2
Nombre d'embarcations bénéficiaires	Nombre	426	468	507	543

> Objectif 209-2 : Edifier un système de transport aérien sûr, sécuritaire et fiable

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'emprises aéroportuaires sécurisées	Nombre	3	3	3	3
Nombre d'infrastructures aéroportuaires construites et/ou réhabilitées (piste, aérogare,...)	Nombre	3	3	3	3

> Défis sectoriels majeurs

Renforcer les capacités techniques, institutionnelles et opérationnelles du système météorologique afin d'améliorer la prévision, l'alerte précoce et la diffusion d'informations climatiques fiables.

Détails par Programme**Programme 211 : Développement météorologique****> Objectif 211-1 : Fournir une station météorologique synoptique automatique par district**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de stations météorologiques acquises	Unité	7	2	5	5

> Objectif 211-3 : Augmenter la résilience et les capacités d'adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de bulletins et avis d'alerte émis	Unité	3 000	3 000	3 000	3 000

> Défis sectoriels majeurs

Faciliter l'accès au foncier et assurer une sécurisation foncière massive:

Pour remédier aux dysfonctionnements liés au foncier, le Ministère s'engage dans une modernisation du système, notamment à travers la digitalisation des données foncières, la mise en place de dispositifs plus rapides et innovants, ainsi que le développement d'un système d'information foncière intégré et performant.

Détails par Programme**Programme 018 : Administration et Coordination****> Objectif 018-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	55	80	95	95
Taux d'exécution du plan annuel de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 018-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de mission de contrôle réalisées	Pourcentage	100	100	100	100
Pourcentage de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 409 : Domaine et sécurisation foncière**> Objectif 409-1 : Accroître la modernisation des services fonciers**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de services fonciers modernisés	Nombre	8	3	4	7
Nombre de titres fonciers et plans individuels numérisés et validés	Nombre	13 000	40 000	65 000	65 000

> Objectif 409-2 : Assurer la sécurisation foncière

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de karatany et titres fonciers délivrés	Nombre	1 050 000	100 000	550 000	600 000
Nombre de PLOF élaborés	Nombre	1 048	36	162	170

> Défis sectoriels majeurs

Concilier développement territorial, équité spatiale et durabilité environnementale:

Face à un développement territorial mal structuré, notamment dans les grandes villes, il est essentiel d'améliorer les outils de planification et d'en assurer une utilisation efficace et adaptée. Par ailleurs, le renforcement et la mise en place d'infrastructures urbaines adéquates constituent un levier clé pour accompagner un développement mieux organisé et durable

Détails par Programme**Programme 021 : Administration et Coordination****> Objectif 021-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	18	80	95	95

> Objectif 021-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage de mission de contrôle réalisées	Pourcentage	100	100	100	100
Pourcentage de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 207 : Aménagement et équipement des villes**> Objectif 207-1 : Construire et restaurer les infrastructures urbaines structurantes**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'infrastructures urbaines opérationnelles	Nombre	-	-	-	-

> Objectif 207-2 : Renforcer les capacités des villes et des CTD, à travers des formations, des dotations d'équipements et de matériels, de mise en place d'outils de travail

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de travaux d'assainissement et de réhabilitation réalisés pour augmenter la résilience des villes	Nombre	ND	10	12	15
Volume d'eaux de pluies évacuées	Mètre Cube	-	-	-	-
Longueur de digues réhabilitées	Mètre	-	-	-	-
Taux d'aptitudes et capacités des villes face à la résilience	Pourcentage	-	-	-	-
nombre d'infrastructures structurantes (routes, marchés, abattoirs, ouvrages et équipements publics)	Nombre	114	8	22	20

> Objectif 207-3 : Elaborer ou réviser les outils de planification territoriale, urbaine, métropolitaine et maritime

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre total de SNAT ; SRAT ; SAC, SAIC, PALOSS conçus, PUDI,	Nombre	-	-	-	-
Nombre total des schémas d'aménagement réalisés	Nombre	107	12	20	20

> Défis sectoriels majeurs

Désengorger les grandes villes de Madagascar et améliorer l'habitat:

L'extension des grandes agglomérations, notamment par la création de nouvelles villes, représente une solution pertinente pour atténuer la saturation urbaine et mieux répartir la population et les activités. Parallèlement, il est essentiel de faciliter l'accès au logement afin d'améliorer les conditions d'habitat et de répondre aux besoins croissants de la population.

Détails par Programme**Programme 072 : Administration et Coordination****> Objectif 072-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution budgétaire	Pourcentage	12	0	0	0
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	0	0	0

Programme 219 : Nouvelles Villes et Logements**> Objectif 219-1 : Etendre les villes et améliorer l'habitat**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de villes bénéficiaires de nouvelles villes, nouveaux pôles urbains	Nombre	6	0	6	9
Nombre d'équipements réhabilités et construits	Nombre	20	-	25	25

> Objectif 219-2 : Faciliter l'accès à un logement décent et améliorer l'habitat

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Programme Immobilier National élaboré	Pourcentage	0	80	100	-
Nombre de logements sociaux construits	Nombre	3 492	165	200	200

> Objectif 219-3 : Améliorer la coordination administrative de l'Aménagement du Territoire, du Logement et de l'Habitat

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Pourcentage des activités des directions et services du secteur de l'aménagement du territoire, du logement et de l'habitat réalisées de manière coordonnée et harmonisée	Taux (%)	-	100	100	100

> Défis sectoriels majeurs

Réponses immédiates aux urgences sanitaires tout en renforçant stratégiquement les infrastructures et les ressources humaines.

Détails par Programme**Programme 024 : Administration et Coordination****> Objectif 024-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	97.5	98	98.5	99
Taux d'exécution du plan annuel de formation	Pourcentage	-	-	-	-

> Objectif 024-2 : Améliorer le pilotage et le soutien du système de santé

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombres de structures contrôlées	Nombre	32	34	36	38
Proportion de structures de santé disposant de Plan Opérationnel (PTA)	Pourcentage	85	100	100	100

Programme 505 : Lutte contre les maladies**> Objectif 505-4 : Réduire la mortalité due aux principales maladies transmissibles**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de létalité des principales Maladies Transmissibles (décès par MT au niveau des FS/Cas de MT au niveau des FS)	Pourcentage	6	1.5	1	0.6
Taux d'incidence des principales Maladies Transmissibles (Nouv cas MT dans les FS/PT)	Pourcentage	13	6	4	2

> Objectif 505-5 : Réduire la mortalité due aux principales Maladies Non Transmissibles (MNT) de 2025 à 2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Incidence des principales Maladies Non Transmissibles (Nouv cas MNT dans les FS/PT)	Pourcentage	4.5	1.8	1.2	0.8
Taux de létalité des principales Maladies Non Transmissibles	Pourcentage	8	7	6	5

Programme 506 : Survie et développement de la mère et de l'enfant**> Objectif 506-3 : Réduire la mortalité maternelle néo-natale de 2025 à 2028**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'accouchement dans les formations sanitaires	Pourcentage	39	41	43	45
Taux de couvertures contraceptives en méthode moderne	Pourcentage	46	48	50	52

> Objectif 506-4 : Réduire la mortalité infanto-juvénile de 2025 à 2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de couvertures vaccinales en VAR2	Pourcentage	70	75	80	85
Taux de Malnutrition Aigue Globale (TMAG) chez les enfants de moins de 5 ans	Pourcentage	4.11	4.7	4.4	4.1

Programme 508 : Fourniture des soins de santé de qualité**> Objectif 508-3 : Améliorer l'offre et l'accessibilité aux soins de santé de 2025 à 2028**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de formations sanitaires réhabilitées et construites fonctionnelles	Nombre	139	147	156	166
Taux d'utilisation des consultations externes au niveau des formations sanitaires	Pourcentage	50	52	55	59

> Objectif 508-4 : Assurer la mise au norme et la disponibilité des intrants et consommables au niveau des structures sanitaires

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de formations sanitaires disposant de tous les médicaments traceurs	Pourcentage	98	80	90	98
Taux de Laboratoires et Centre d'Imageries Médicales respectant les normes	Pourcentage	20.25	22.22	24	25.6

> Défis sectoriels majeurs

Contribution du secteur jeunesse dans la relance économique.

Détails par Programme**Programme 045 : Administration et Coordination****> Objectif 045-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution de plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 045-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 312 : Jeunesse et Loisirs**> Objectif 312-1 : Promouvoir l'autonomisation des jeunes et exploiter pleinement le dividende démographique**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'emplois créés par les jeunes «pépinière d'entrepreneurs» appuyés	Nombre	10	15	20	25
Nombre de jeunes bénéficiant du programme de processus d'autonomisation intégré	Nombre	350	350	370	390
Taux de fréquentation des jeunes aux centres des jeunes	Pourcentage	40	50	75	85

> Objectif 312-2 : Contribuer au développement de communautés de base

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de participation des jeunes et groupements des jeunes au développement de leur communauté dans les zones cibles	Pourcentage	25	50	70	85

> Défis sectoriels majeurs

Amélioration de la performance des athlètes.

Détails par Programme

Programme 301 : Sports

> Objectif 301-1 : Assurer l'émergence de sport de haut niveau de l'éducation physique de qualité

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de la population décrivant leur état de santé « bon » grâce à l'EPQ et le sport santé	Nombre	1 750	3 500	7 000	14 000
Rang de Madagascar dans 7 disciplines	Rang	top 10	top 7	top 5	top 3

> Objectif 301-2 : Garantir l'efficacité du Sports Malagasy

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de performance de la relève sportive	Pourcentage	30	50	70	90
Taux de satisfaction des athlètes dans la gestion du sport	Pourcentage	50	70	90	110

> Défis sectoriels majeurs

Mise en place d'un système de ciblage fiable, transparent et national: REGISTRE SOCIAL UNIQUE
Promotion d'un changement durable des mentalités et des comportements

Détails par Programme**Programme 066 : Administration et coordination****> Objectif 066-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux des nouveaux Bâtiments administratifs opérationnels	Pourcentage	60	80	100	100
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	99	99	99	99
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	50	75	85	90

> Objectif 066-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	80	90	95	95
Taux de mission de contrôle réalisées	Pourcentage	50	75	80	85

Programme 828 : Population et développement**> Objectif 828-1 : Rendre autonomes les personnes handicapées et les personnes âgées**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Montant des subventions de personnes âgées (en millier d'ariary)	Millier Ariary	5 000 000	5 500 000	6 000 000	6 500 000
Nombre de personnes handicapées équipées de matériels de compensation	Nombre	2 500	2 750	3 000	3 250
Nombre des centres intégrés pour les Personnes Agées et Personnes Handicapées opérationnels	Nombre	4	6	10	16

> Objectif 828-2 : Renforcer les dispositifs de prise en charge des enfants privés des soins parentaux

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre des enfants privés des soins parentaux accompagnés	Nombre	26 000	28 000	30 800	34 400

> Objectif 828-3 : Accompagner et rendre autonomes les personnes victimes de violences

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de personnes victimes des violences accompagnées	Nombre	20 000	22 500	25 000	27 500
Nombre de personnes victimes accompagnées et rendues autonomes	Nombre	12 500	15 000	17 500	20 000
Nombre des centres de prise en charge des victimes de violences opérationnels	Nombre	7	10	20	30

> Objectif 828-4 : Appuyer les associations de femmes

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Montant des équipements octroyés aux associations de femmes (en millier d'ariary)	Millier Ariary	2 766 560	3 043 216	3 347 538	3 605 345
Montant des subventions octroyées aux associations de femmes (en millier d'ariary)	Millier Ariary	6 000 000	6 600 000	7 260 000	7 980 000
Nombre des Maisons des Femmes opérationnelles	Nombre	10	12	20	30

> Objectif 828-5 : Améliorer le ciblage des interventions sociales

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de ménages enregistrés dans le RSU	Nombre	1 434 284	2 760 000	3 700 000	4 500 000

> Objectif 828-6 : Etendre le RSU à l'échelle nationale

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de ménages inscrits dans le RSU	Nombre	2 000 000	3 000 000	4 500 000	6 000 000

Programme 830 : Protection sociale**> Objectif 830-1 : Prendre en charge les ménages très pauvres vulnérables**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de ménages bénéficiaires	Nombre	-	400000-	475 000	525000-

> Objectif 830-3 : Renforcer le mécanisme de protection sociale

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
	Millier Ariary	277 500	280 000	290 000	300 000

Montant des transferts pour les Familles bénéficiaires du Projet Ankohonana Miarina (en millier d'ariary)

Nombre des familles bénéficiaires du Projet Ankohonana Miarina mis en place	Nombre	2 775	2 800	2 900	3 000
Nombre du village communautaire opérationnel	Nombre	73	120	150	163

> **Objectif 830-4 : Prendre en charge les ménages très pauvres et victimes de choc**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Montant des prises en charge	Millier Ariary	9 000 000	12 000 000	15 000 000	18 000 000
Nombre de ménages bénéficiaires	Nombre	350 000	400 000	450 000	500 000

> **Objectif 830-5 : Promouvoir la cohésion sociale et le changement de comportement**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de dispositifs communautaires de solidarité mise en place ou renforcé	Nombre	-	24	30	35
Nombre de jeunes volontaires actifs mobilisés	Nombre	-	5 000	8 000	12 000

> Défis sectoriels majeurs

Accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promotion des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Détails par Programme**Programme 067 : Administration et coordination****> Objectif 067-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	98	99	99	99

> Objectif 067-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	96	97	98	98

Programme 313 : Education préscolaire**> Objectif 313-1 : Développer une éducation préscolaire de qualité**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux brut de préscolarisation	Pourcentage	41.9	43.7	44	45

Programme 314 : Education fondamentale de 9 ans**> Objectif 314-1 : Achever enseignement primaire et ESG1 pour tous et de qualité**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réussite au BEPC	Pourcentage	61.5	63.2	64	65
Taux de survie en dernière année du primaire	Pourcentage	31.7	32.3	33.5	34

> Objectif 314-2 : Améliorer l'accès, l'équité et la rétention dans l'éducation fondamentale

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de transition du primaire-collège	Pourcentage	71.9	72.3	73	74

Programme 315 : Education non formelle**> Objectif 315-1 : Promouvoir l'éducation non formelle**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'élèves insérés dans le système formel parmi la cohorte ayant suivi les Cours d'alphabétisation	Pourcentage	80.8	82.4	82.4	84

Programme 316 : Enseignement secondaire générale**> Objectif 316-1 : Alléger les charges parentales liées à l'enseignement secondaire général**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de transition du ESG1-ESG2	Pourcentage	72.9	74	74.5	75

> Objectif 316-2 : Améliorer la qualité de l'enseignement secondaire général

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réussite au BACC	Pourcentage	57.9	59.1	60.3	61.5
Taux de survie en dernière année de l'ESG2	Pourcentage	61	62	63	64

> Défis sectoriels majeurs

Amélioration de l'accès à l'ETFP et de la qualité des offres de formation.

Détails par Programme**Programme 049 : Administration et Coordination****> Objectif 049-1 : AMELIORER LA COORDINATION ADMINISTRATIVE**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
% d'exécution du Budget	Pourcentage	70	75	80	85
Taux d'exécution du plan de formation et d'appui	Pourcentage	45	50	60	70

> Objectif 049-2 : AMELIORER LE PILOTAGE ET LE SOUTIEN

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réalisation du PTA	Pourcentage	75	80	90	95

Programme 319 : Enseignement et formation techniques et professionnels**> Objectif 319-1 : Améliorer l'accès de tous au système ETFP**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'apprenants dans les établissements de formation	Nombre	40 000	42 000	45 000	48 000
Nombre d'individus formés aux métiers de base et formations professionnelles qualifiantes	Nombre	1 000 000	33 000	55 000	72 000

> Objectif 319-2 : Coordonner l'enseignement et la formation techniques et professionnels performants

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de réussite aux examens nationaux	Pourcentage	55	56	56	57
Proportion des établissements ayant des projets d'établissements	Pourcentage	12	30	50	80

Programme 320 : Ingénierie de formation**> Objectif 320-1 : Améliorer la qualité des offres de développement des compétences**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'évolution des offres de formation pertinentes et exploitables	Pourcentage	45	70	95	120
Proportion de formateurs formés	Pourcentage	5	20	40	50

> Défis sectoriels majeurs

Un enseignement supérieur malgache moderne, de qualité, inclusif, crédible, durable et aligné aux priorités nationales, garantissant l'employabilité des diplômés et le rayonnement international des universités.

Détails par Programme**Programme 028 : Administration et Coordination****> Objectif 028-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan annuel de formation	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 310 : Enseignement Supérieur**> Objectif 310-1 : Assurer l'accès de tous à un enseignement supérieur de qualité**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Ratio entre Bacheliers et étudiants recrutés en 1ère année	Ratio	1.25	1.25	1.1	1.1
Ratio entre les étudiants admis en 1ère année et sortants en L3, M2 et Doctorat	Ratio	1.25	1.25	1.1	1.1

> Objectif 310-2 : Remettre aux normes le système de l'enseignement supérieur

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'accréditation des établissements publics et privés	Pourcentage	85	87	87	89
Taux d'habilitation des établissements publics et privés	Pourcentage	75	77	77	79

> Défis sectoriels majeurs

La recherche scientifique, moteur d'innovations au service du développement inclusif et du bien-être des populations.

Détails par Programme**Programme 050 : Administration et Coordination****> Objectif 050-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan annuel de formation	Pourcentage	100	100	100	100

> Objectif 050-2 : Améliorer le pilotage et le soutien

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de mise en œuvre des recommandations formulées	Pourcentage	77	77	78	79
Taux de mission de contrôle réalisées	Pourcentage	92	93	93	93

Programme 311 : Recherche Scientifique**> Objectif 311-1 : Mettre la recherche scientifique au service du développement socio-économique**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'accès des utilisateurs et publics aux produits de recherche et des prototypes disponibles et applicables (médicaments et phytomédicaments, semences améliorées, intrants agricoles et engrais biologiques, vaccins vétérinaires, ressources numériques,	Pourcentage	47	52	52	57

> Objectif 311-2 : Valoriser les résultats des recherches scientifiques

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux des ressources apportées par les contrats de recherche avec les partenaires scientifiques et secteurs privés	Pourcentage	55	57	58	59

> Défis sectoriels majeurs

Promotion, protection et consolidation de la démocratie, Etat de droit et droits fondamentaux à Madagascar.

Détails par Programme

Programme 068 : Administration et Coordination

> Objectif 068-1 : Améliorer la coordination administrative

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 836 : Défense de la Démocratie

> Objectif 836-4 : Accroître le degré de liberté, le taux d'inclusivité et de la transparence des élections 2024-2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de problèmes d'accès et d'inscriptions des citoyens à la liste électorale observé	Nombre	15	15	40	40
Nombre de problème liés à l'égalité des chances des candidats aux médiats et aux élections constatés	Pourcentage	46	62	77	81
Nombre de réforme proposée	Nombre	40	60	80	100

> Objectif 836-5 : Observer régulièrement le respect de la Démocratie dans toutes les institutions, organe ou entité publique/privée dans 23 Régions 2024-2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de doléances reçues	Nombre	285	380	345	345
Nombre d'institution, d'organe ou d'entité publique ou privée-audité, contrôlée ou appuyées	Nombre	2	2	2	2

> Objectif 836-6 : Observer l'effectivité de la Démocratie locale 2024-2028

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Degré d'implication de la solidarité des citoyens dans le soutien des projets gouvernementaux constaté	Pourcentage	33	60	83	92
Nombre de mesure proposée pour résoudre l'insécurité et autres problèmes publiquement identifiées dans ce domaine	Nombre	4	4	4	4
Taux de participation citoyenne et approche genre dans la gestion des affaires locales	Pourcentage	40	60	80	100

Programme 837 : Promotion de l'Etat de Droit et de la Bonne Gouvernance

> Objectif 837-1 : Promouvoir le traitement des droits civils et politiques égaux pour tous

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'appui à la conscientisation et mobilisation des communautés à la protection des personnes à catégories spécifiques	Nombre	4	5	5	5
Nombre des mesures appliquées	Nombre	15	20	25	30
Taux d'application des mesures proposées	Pourcentage	15	60	75	85

> Objectif 837-2 : Rendre effectif le respect des principes de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre d'appui à la conscientisation et mobilisation des communautés à la protection des personnes à catégories spécifiques	Nombre	4	5	5	5
Nombre des mesures appliquées	Nombre	15	20	25	30
Taux d'application des mesures proposées	Pourcentage	15	60	75	85

> Défis sectoriels majeurs

Renforcement de la sensibilisation et de l'éducation de la population aux droits de l'homme pour une meilleure connaissance et appropriation des droits fondamentaux par les citoyens.

Préservation de l'indépendance institutionnelle de la CNIDH vis-à-vis de l'État pour garantir une protection impartiale et efficace des droits de l'homme.

Détails par Programme**Programme 069 : Administration et Coordination****> Objectif 069-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 834 : Promotion et protection des Droits de l'Homme**> Objectif 834-1 : Promouvoir une culture de Droits de l'Homme**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de personnes sensibilisées	Nombre	15 000	18 000	19 000	21 000

> Objectif 834-2 : Réduire les cas de violation de Droits de l'Homme

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de centres de privation de liberté visités	Nombre	15	18	18	19

> Défis sectoriels majeurs

Lutte contre l'impunité des hauts responsables en poursuivant efficacement les auteurs de corruption ou d'abus de pouvoir;
Garantie de l'indépendance politique;
Renforcement de l'éthique publique et restauration de la confiance citoyenne par une justice impartiale;
Institution crédible capable de sanctionner les dirigeants sans influence politique.

Détails par Programme**Programme 070 : Administration et Coordination****> Objectif 070-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	100	100	100	100
Taux d'exécution du plan de formation	Pourcentage	100	100	100	100

Programme 835 : Pouvoir Juridictionnel à l'endroit des Hautes Personnalités/Gouvernants**> Objectif 835-1 : Diminuer les infractions perpétrées par les Hautes Personnalités/Gouvernants**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de dossiers recevables par an	Nombre	10	8	5	10
Taux de dossiers recevables et transmis à l'Assemblée Nationale	Pourcentage	100	100	100	100

> Défis sectoriels majeurs

Adéquation des projets de textes par rapport au contexte économique, social et culturel.

Eclaircissement des prises de décisions par la production de rapports sur la situation économique, social et culturelle.

Détails par Programme**Programme 082 : Administration et Coordination****> Objectif 082-1 : Améliorer la coordination administrative**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux d'exécution du budget	Pourcentage	-	100	100	100
Taux d'exécution du plan de travail annuel	Pourcentage	-	95	95	95

Programme 839 : Conseils et études en matières économique, social et culturel**> Objectif 839-1 : Évaluer les projets de loi, d'ordonnance ou de décret et propositions de lois à portée économique, sociale et culturelle**

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Taux de traitement des demandes d'avis sur les projets de textes soumis au Conseil	Pourcentage	-	100	100	100

> Objectif 839-2 : Fournir des éléments d'analyses permettant d'éclairer les prises de décisions des Autorités

	Unité	Est 2025	Cible 2026	Cible 2027	Cible 2028
Nombre de rapports issues des études et enquêtes sur les questions économiques, sociales et culturelles	Nombre	-	10	20	20